



REDE SEM FRONTEIRAS

VERSION FRANÇAISE

**Elargir les réseaux de villes solidaires:  
Expériences de San Fernando del Valle de  
Catamarca - AR, Cuiabá et Recife - BR**

**Rede Sem Fronteiras Rapport**

**Mai/2022**



REDE SEM FRONTEIRAS

**Recherche:**

Danielle Pires de Souza (Recife); Letícia Diniz Nogueira (San Fernando del Valle de Catamarca); et Táli Pires de Almeida (Cuiabá)

**Examen technique et méthodologique:**

Beatriz Ventura; Paulo Illes; et Rosana Bacron.

**Réalisation:**



REDE SEM FRONTEIRAS

Siège social à São Paulo, Brésil | Rua Luís Ferreira, n° 142, Tatuapé. +55 (11)  
2257-3467

E-mail: [contacto@redesf.org](mailto:contacto@redesf.org)

[www.redesf.org](http://www.redesf.org)

**Les Partenaires:**





## Résumé

<b>1. Présentation</b>	<b>5</b>
<b>2. Méthode de travail</b>	<b>7</b>
<b>3. San Fernando del Valle de Catamarca, Catamarca, Argentine</b>	<b>8</b>
3.1. Caractéristiques de la migration	10
Structure de l'administration publique, organes impliqués dans la question : Aspect national	11
Identification des processus consolidés/en construction d'institutionnalisation des politiques locales	12
Recensement municipal Migrant	16
Foire aux collectivités	17
Défis	18
<b>4. Cuiabá, Mato Grosso, Brésil Capitale de l'État du Mato Grosso</b>	<b>19</b>
4.1. Caractéristiques de la migration	20
4.2. Législation migratoire et structures de participation et de garantie des droits	22
Comité intersectoriel d'attention à la population immigrée - Décret municipal n° 7.641	22
Loi n° 6.668, du 26 avril 2021	24
Audience publique	27
Lutte des organisations de migrants : nous sommes ici, nous avons des droits dans la création d'une politique publique municipale	28
Conseil municipal et le Centre de Référence pour l'Aide aux Immigrés (CRAI)	32
Recensement municipal et projet "Je veux vous connaître immigrant"	33
Contexte politique : Approbation de la loi 6.691	34
Dialogue avec les politiques nationales : le processus d'internalisation des Vénézuéliens et les actions des autorités publiques locales	36
Société civile locale	38
4.3. Considérations pertinentes	40
<b>5. Recife, Pernambuco, Brésil</b>	<b>41</b>
5.1. Caractéristiques de la migration	42
Caractéristiques de la migration contemporaine	44
5.2. Législation migratoire et structures de participation et de garantie des droits	47



Le processus d'accueil des migrants entre 2016 et 2021 et la reconnaissance de la nécessité de structurer une politique fondée sur les droits de l'homme	47
Organisation politique société civile	53
Comité interinstitutionnel pour la promotion des droits des réfugiés, des migrants et des apatrides (COMIGRAR/PE)	55
Contexte politique : Approbation de la loi sur les municipalités 18.798	56
Actions de la société civile pour la cause des migrants à Recife	60
Projet CECASIMI : le travail de la Fondation Apolônio Salles pour le développement éducatif - FADURPE	60
La Maison des droits de Recife : action conjointe entre le pouvoir public et la société civile dans l'aide humanitaire aux migrants et aux réfugiés	61
Casa da Migrante Irmã Adélia : une initiative locale de la société civile pour l'accueil des migrants et des réfugiés du Venezuela	62
Actions supplémentaires de Caritas dans le processus d'accueil	63
L'auto-organisation des communautés de différentes nationalités pour la visibilité et l'expression culturelle	64
5.3. Considérations pertinentes	69
<b>6. Analyse comparative des villes Solidarité</b>	<b>70</b>
<b>7. Considérations finales</b>	<b>73</b>

## 1. Présentation

La question de savoir quel type de ville nous voulons ne peut être dissociée du type de liens sociaux, de la relation avec la nature, des modes de vie, des technologies... et les valeurs esthétiques que nous désirons. David Harvey, 2012.

Le rapport "Elargir les réseaux de villes solidaires", une initiative de Red Sin Fronteras (RSF), avec le soutien du Comité Catholique Contre la Faim Et Pour Le Développement (CCFD) - Terre Solidaire, fournit un aperçu comparatif de trois modèles de bonnes pratiques en matière de politiques locales d'intégration des migrants et des réfugiés.

Interculturalité, transversalité, durabilité et protagonisme des migrants (participation sociale) ont été les axes transversaux de la recherche menée entre octobre 2021 et avril 2022, qui visait à approfondir les connaissances sur les pratiques visant à permettre l'accès universel aux droits. La défense de politiques locales d'intégration des migrants et des réfugiés impliquant des alliances entre les autorités locales et la société civile est l'un des principes fondateurs de RSF.

Depuis 2008, lorsque le deuxième Forum des autorités locales a eu lieu dans le cadre du Forum social mondial sur les migrations à Madrid, en Espagne, et depuis lors, RSF a porté cette question au débat avec les mouvements sociaux d'Amérique latine, notamment dans les Sommets sociaux du Mercosur - Marché commun du Sud.

Un point important de ce processus s'est produit en 2013 à São Paulo, avec le début de la mise en œuvre de la première politique migratoire municipale du continent, qui a été institutionnalisée en 2016 par la loi municipale n° 16 478/2016, sanctionnée par le maire Fernando Haddad, lors de l'événement d'ouverture du VIIIe Forum social mondial sur les migrations, qui s'est tenu à l'université Zumbi dos Palmares, sous la coordination du RSF.



En 2015, Rede Sin Fronteras a rejoint l'Organisation pour une citoyenneté universelle - O.C.U, une initiative impliquant des réseaux européens, africains, asiatiques et latino-américains, qui défend la libre circulation des personnes. En outre, elle promeut un modèle alternatif de gouvernance des migrations, où les gouvernements locaux et la société civile jouent un rôle de premier plan, sur la base du droit à la citoyenneté universelle.

Sur la base de cette initiative internationale, RSF a participé et promu des activités de recherche et des échanges d'apprentissage, ainsi que le renforcement des liens entre la diversité des acteurs dans les territoires.

Il est important de comprendre le territoire dans la perspective présentée par David Harvey<sup>1</sup> qui affirme que le droit à la ville est lié au droit de se changer soi-même en changeant la ville, en allant au-delà des intérêts et des désirs individuels. La (re)construction de la ville avec des garanties d'accès aux droits de l'homme, indépendamment de son lieu d'origine, passe par une administration démocratique et, surtout, par un pouvoir collectif vers le changement. La lutte pour la réalisation des villes universelles doit être globale, renforçant, intégrant et orientant les actions de la société civile et du gouvernement local, ainsi que de toutes les personnes qui y vivent, vers cet objectif commun. L'inspiration de la révolution urbaine vient du philosophe et sociologue marxiste français Henri Lefebvre, et le FSR comprend que cette révolution passe par la pluralité interculturelle.

Enfin, il est également important de noter que ce concept dialogue étroitement avec les principes de l'Alliance des migrations, une dynamique entre les organisations de la société civile et les autorités locales de différentes régions du monde. Lancée en 2019 par l'Association nationale des villes et territoires accueillants de France - ANVITA et l'O.C.U, l'initiative préconise, à partir d'expériences concrètes, la mise en œuvre de politiques alternatives d'accueil digne, du niveau local au niveau global.

Au cours des deux dernières années, les membres de l'Alliance des migrations ont travaillé à l'identification de bonnes pratiques en Amérique latine et en Europe. Dans ce contexte, les villes de San Fernando del Valle de Catamarca, en Argentine, et de Cuiabá et

---

<sup>1</sup> HARVEY, David. Le droit à la ville. Lutas Sociais, São Paulo, n.29, p.73-89, jul./dez. 2012.



Recife, toutes deux au Brésil, ont été sélectionnées pour faire partie du rapport de Redes Sem Fronteiras.

## 2. Méthode de travail

La recherche pour ce rapport a été réalisée entre novembre 2021 et avril 2022, pour une durée totale de 6 mois, en trois étapes de collecte de données et d'informations, qui ont permis une lecture stratégique de chaque ville, ainsi qu'une analyse intégrée des trois territoires étudiés. Dans un premier temps, une recherche documentaire et une revue de la littérature ont été effectuées, cartographiant le contexte politique, économique, historique et socioculturel des trois villes choisies, ainsi que leurs processus migratoires contemporains.

A ce moment, les structures de gestion ont été identifiées et les instances impliquées dans la consolidation et l'institutionnalisation des politiques migration, organisations de la société civile, groupes de études et universitaires, collectifs et dirigeants qui œuvrent pour la défense des droits de l'homme de migrants et de réfugiés dans chaque territoire.

La deuxième étape a consisté en des entretiens approfondis. À cette fin, des scénarios d'entretiens semi-structurés ont été préparés en tenant compte des particularités et des caractéristiques de chaque ville étudiée. Au total, 14 entretiens ont été menés, principalement virtuels, auprès de représentants des autorités publiques, de la société civile et de leaders des migrants.

Sur la base des données et des informations obtenues au cours de ces deux premières étapes, la troisième étape a été initiée, qui a consisté en une consolidation et, par la suite, en une nouvelle recherche documentaire à la recherche d'éléments permettant de compléter la lecture stratégique et d'approfondir l'analyse intégrée basée sur les quatre principes qui ont guidé l'étude.

Outre la collecte et la mise en œuvre d'informations et de données pour la production de ce rapport, les entretiens et la recherche documentaire ont été utilisés pour préparer une deuxième phase de ce projet : l'organisation d'une réunion de travail virtuelle avec des représentants clés du pouvoir public, des organisations de la société civile et des dirigeants de migrants, stimulant le débat et la réflexion commune entre les trois villes.



REDE SEM FRONTEIRAS

Il est important de mentionner que, dans le cadre du processus de dialogue et d'alignement avec le travail déjà réalisé dans les villes européennes qui constituaient l'expérience pilote du projet de référence de Migration Alliance, deux réunions ont eu lieu pendant la période d'étude entre les équipes du RSF et de l'O.C.U. pour échanger des informations et des expériences méthodologiques.

Tout au long de l'étude, il y a eu un suivi technique qui s'est déroulé de manière systématique et périodique à travers des réunions hebdomadaires entre un représentant du Secrétariat Technique de RSF et l'équipe de volontaires, ce qui a permis de suivre l'étape et le progrès des actions dans les trois différents territoires et, parfois, de réorienter les stratégies pour l'achèvement des activités, selon le calendrier établi au début du projet.

Enfin, il convient de mentionner que le projet s'appuie également sur la structure d'une Méthodologie Participative, valorisant la construction collective de la connaissance parmi les différents acteurs des territoires, en maintenant toujours sa rigueur scientifique. Outre les recherches effectuées par les volontaires, la révision textuelle et conceptuelle par l'équipe technique de RSF et les contributions de toutes les personnes impliquées dans le processus ont également été prises en compte lors de la préparation de ce texte. Toutes les actions ont été menées en établissant un dialogue et en renforçant les réseaux entre les "villes solidaires", afin de combiner les connaissances scientifiques et l'expérience pratique de chaque municipalité.

### **3. San Fernando del Valle de Catamarca, Catamarca, Argentine**

San Fernando del Valle de Catamarca (SFVC), capitale de la province argentine de Catamarca, a été fondée le 5 juillet 1683. Située sur les rives du Río del Valle et près des Sierras de Ambato et Ancasti, elle se trouve à plus de 1000 km de la capitale argentine, Buenos Aires. La province de Catamarca, située au nord-ouest du pays, est limitrophe des provinces de Salta, Tucumán, Santiago del Estero, Córdoba et La Rioja, et de la République





du Chili. La frontière entre les deux pays est formée par la cordillère des Andes, ce qui confère à l'endroit des caractéristiques géographiques uniques. Le paysage montagneux et la superficie des terres fertiles ont orienté les activités économiques vers la production agricole.

La région, colonisée par les Espagnols au milieu du XVIIe siècle, était jusqu'alors habitée par la population indigène, ce qui signifie que, comme tout autre territoire d'Amérique latine, San Fernando del Valle de Catamarca a sa propre histoire, avec une identité culturelle antérieure à celle qui a été officialisée après la colonisation espagnole.

Le processus qui a abouti à la fondation de la ville est un thème important de la période coloniale à Catamarca, puisque sa fondation était directement liée au mouvement d'appropriation des terres des peuples autochtones par les Espagnols<sup>2</sup>. Il est important de mentionner que San Fernando del Valle de Catamarca a été la dernière ville fondée dans la préfecture de Tucumán, érigée en 1683, après l'échec des tentatives de fondation dans l'ouest de la région en raison de la résistance tenace des peuples indigènes<sup>3</sup>.

Selon le dernier recensement de la population, effectué en 2010, la ville de San Fernando del Valle de Catamarca comptait 159 139 habitants, soit 43 % de la population de la province de Catamarca. Sur les quelque 160 000 habitants de la municipalité, on estime que 3 % sont des migrants, soit un peu plus de 4 700 personnes de nationalités différentes, exprimant une grande diversité culturelle.

Actuellement, la ville est un centre touristique par excellence, étant son l'architecture coloniale l'un de ses attraits, comme ses cathédrales, ses églises et ses musées. En outre, SFVC sert de lien vers de nombreuses attractions touristiques régionales, principalement des paysages naturels montagneux et des stations naturelles aux eaux cristallines, par exemple du village touristique Las Juntas. Pourtant, c'est un centre religieux important, avec un accent sur l'un de ses principaux événements, qui est le pèlerinage au cours duquel des centaines de pèlerins arrivés à San Fernando del Valle depuis Catamarca

---

<sup>2</sup> VARELA, Norha Alicia Trettel de, MORENO Alicia del Carmen, OVIEDO Marcelo Ariel Gershani. LA CIUDAD Y SU FUNDADOR San Fernando del Valle de Catamarca : La historia de una ciudad que nació con historia. Ediciones Municipales. Municipalité de Catamarca, 2007.

<sup>3</sup> DE LA ORDEN, Gabriela. Dans : Folia Histórica del Nordeste. Instituto de Investigaciones Geohistóricas- 10 Conicet ; Instituto de Historia-Facultad de Humanidades-UNNE, 2020. Disponible sur le site : < <https://revistas.unne.edu.ar/index.php/fhn/article/view/4165/4027> > consulté le 30 mars 2022.



pour visiter l'église de la Virgen del Valle (1694), où se trouve l'image vénérée de Nossa Senhora do Vale.

### 3.1. Caractéristiques de la migration

Malgré son isolement par rapport aux centres administratifs de l'Argentine, tels que Buenos Aires, la ville de San Fernando del Valle de Catamarca, principalement en raison de sa géographie, a toujours accueilli des groupes migratoires provenant des villes et villages voisins<sup>4</sup>, ainsi que des personnes d'autres continents.

Les profils migratoires présents dans la municipalité de SFVC ne diffèrent pas beaucoup de ceux que l'on trouve dans le contexte national argentin<sup>5</sup>. Entre le XIXe siècle et le début du XXe siècle, la ville a été marquée par des migrations européennes, principalement d'origine italienne, espagnole et française, ainsi que par des migrations en provenance du continent asiatique, de pays comme le Liban, Israël et la Syrie.

Après la première moitié du vingtième siècle, ce sont les migrations orientales, notamment japonaises, qui se distinguent parmi ces flux migratoires. Enfin, depuis la fin du XXe siècle et le début du XXIe siècle, la présence de la migration latinoaméricaine s'est renforcée, notamment en termes de flux en provenance de pays proches comme le Pérou, la Bolivie et la Colombie.

Aujourd'hui, plus de 30 nationalités différentes vivent à San Fernando del Valle de Catamarca, en raison de deux grands courants migratoires : le premier, le plus ancien, dont descendent la plupart des habitants de la ville, et le plus récent, le courant migratoire principalement latino-américain.

La loi n° 25.871 détermine que les migrants se voient garantir tous les droits sociaux, culturels et économiques, indépendamment de leur statut de résident régulier ou irrégulier.

---

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> Une particularité de la ville de San Fernando del Valle de Catamarca est la communauté Amish, un groupe religieux chrétien anabaptiste originaire des États-Unis et du Canada. Les habitants des zones rurales, éloignées de la ville, conservent leurs propres valeurs et leurs propres manières d'éduquer leurs enfants. L'une de leurs coutumes est liée à la restriction de l'utilisation des appareils électroniques. Cet auto-isolement rend difficile l'accès et la collecte de données sur ce groupe de migrants.



REDE SEM FRONTEIRAS

Cependant, bien qu'elle ait été considérée comme une loi d'avant-garde au moment de sa création, les collectifs de migrants soulignent l'absence d'une perspective de genre, notamment en ce qui concerne la population lesbienne, gay, transgenre, travestie, queer, intersexe, asexuelle et autres variations de la sexualité (LGBTQIA+).

Les politiques migratoires ignorent souvent la dimension de genre, évitant les situations de vulnérabilité qui touchent de nombreux migrants ou les victimisant de telle sorte qu'elles empêchent leur reconnaissance en tant qu'acteurs sociaux. (...) Lorsque nous parlons d'autonomisation des femmes, nous parlons de quelque chose de plus que d'ouvrir l'accès à la prise de décision ; cela doit également inclure les processus qui amènent les personnes à se percevoir comme ayant la capacité et le droit d'occuper cet espace de décision ou, dans notre cas, à être conscientes de ce qui leur correspond.<sup>6</sup>

### **Structure de l'administration publique, organes impliqués dans la question : Aspect national**

Au niveau national, le ministère de l'Intérieur est responsable des questions de migration et dispose d'un organe décentralisé spécifique appelé Direction nationale des migrations (DNM), créé en 1949 sous le gouvernement de Juan Domingo Perón. Liée au DNM se trouve également la Commission nationale pour les réfugiés (CONARE), un organisme chargé d'organiser, de contrôler, d'orienter et de diffuser des données et des informations sur la situation de la population réfugiée.

En plus de la CONARE, le DNM maintient dans sa structure des délégations de migration. En septembre 2021, le gouverneur Raúl Jalil a annoncé l'ouverture d'une unité à

---

<sup>6</sup> COHEN & MERA (2005)apudESPERÓN ; DANTUR & CARNERO (2012). Dans : Migración, Género y Derechos. V Congreso de la Asociación Latinoamericana de Población, Montevideo, Uruguay, 13 2012. Disponible à l'adresse suivante [https://mininterior.gob.ar/asuntospoliticos/pdf\\_/seminario-migracion-genero-derechos.pdf](https://mininterior.gob.ar/asuntospoliticos/pdf_/seminario-migracion-genero-derechos.pdf)



REDE SEM FRONTEIRAS

Catamarca, qui est essentielle pour faciliter la régularisation des migrants. Actuellement, les migrants doivent se rendre dans la province de La Rioja, située à plus de 150 km de San Fernando del Valle de Catamarca, ce qui représente une dépense considérable compte tenu de leur situation sociale déjà vulnérable. Dans certains cas, en fonction de la proximité de chaque municipalité, les migrants se rendent dans d'autres provinces pour régulariser leurs démarches. La présence de cette agence nationale permet de contrôler la situation migratoire et, aussi, les conditions sociales des migrants, coordonner avec d'autres organismes municipaux et provinciaux pour garantir leurs droits, éviter les situations de traite des êtres humains et d'exploitation par le travail.

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale de la Nation s'occupe également des questions de migration, par l'intermédiaire du sous-secrétariat de l'articulation territoriale et de la direction des affaires internationales. Dans ce sens, en mars 2021, a été lancé le Manuel du conseiller sur les questions relatives aux migrants, utilisé comme base pour la formation des agents travaillant dans les agences territoriales et les bureaux municipaux de l'emploi. Le document visait à instrumentaliser les professionnels dans l'identification, l'intervention et la réorientation vers d'autres instances, telles que les situations de traite des êtres humains, de travail forcé et de travail des enfants.

Dans les cas où il n'est pas possible de régulariser votre situation migratoire dans un premier temps, il est recommandé de rentrer dans le pays par les voies normales. Cependant, les fonctionnaires sont orientés pour travailler en faveur de la régularisation. Enfin, il est important de noter que la loi argentine sur la migration détermine que même les migrants qui n'ont pas encore de résidence doivent se voir garantir tous les droits sociaux, culturels et économiques.

### **Identification des processus consolidés/en construction d'institutionnalisation des politiques locales**

Tout d'abord, il convient de noter que la structure de l'État argentin n'offre pas une grande autonomie pour la création de lois répondant à des demandes spécifiques au niveau



local, ce qui signifie qu'en matière législative, la ville de San Fernando del Valle de Catamarca suit la loi nationale sur les migrations.

Toutefois, en termes de consolidation des structures institutionnelles locales, la ville a créé en 2020, par le biais d'une *ordonnance municipale*<sup>7</sup>, le Conseil municipal de l'immigration (CMI). Il s'agit de l'un des principaux jalons du gouvernement local de San Fernando del Valle de Catamarca, démontrant sa préoccupation et son engagement envers les instances qui favorisent la participation et l'inclusion de la population migrante dans les espaces politiques et sociaux.

En ce qui concerne les actions gouvernementales destinées à la population migrante, la municipalité regroupe les programmes nationaux de revenu et d'aide au logement, tels que le programme universel d'aide à l'enfance (AUH), qui garantit des paiements mensuels aux familles ayant des enfants et des adolescents jusqu'à l'âge de dix-huit ans, ou en cas de handicap ou d'incapacité, sans limite d'âge. De plus, les migrants peuvent avoir accès à une Casa Hogar ou Casa Niñez, un programme de logement qui offre l'aide sociale du gouvernement argentin à l'ensemble de la population, quel que soit son nationalité.

Quant à la régularisation de la migration, la procédure peut actuellement se faire de manière virtuelle. Si lors de la première présentation tout est en accord, la résidence précaire est accordée et un mot de passe pour une deuxième étape, cette fois en personne, afin d'enregistrer les empreintes digitales et de finaliser le processus. L'organisme responsable de la régularisation de l'immigration est le DNM et le CMI fournit l'espace physique pour les approches consultatives territoriales de la délégation des migrations de La Rioja.

Conseil municipal des immigrés (CMI) Malgré les caractéristiques sociales et démographiques présentées, l'agenda de la migration n'a pris forme dans l'agenda public de la ville que ces dernières années. En septembre 2020, à l'initiative de la population migrante, représentée par *Ciro Daniel Yndigoyen (Colectivo Peruano)*, la conseillère *Ivana Ibáñez* a présenté le Conseil municipal des immigrants (CMI), par le biais de l'ordonnance municipale

---

<sup>7</sup> Ordenanza Municipal, est un acte normatif par lequel le Conseil Délibératif s'exprime sur des questions d'intérêt général et permanent pour la population. Il s'agit du règlement le plus élevé émis par le Conseil.



n° 7564/2020. Créé sous l'administration du maire Gustavo Saadi et sous la responsabilité du Secrétariat du gouvernement et de la coordination, le CMI fonctionne dans le cadre des Conseils multisectoriels, avec le Conseil municipal des personnes âgées et le Conseil municipal des personnes handicapées<sup>8</sup>.

En octobre 2020, lors du Forum social des Amériques sur les migrations (FSAM), basé en Uruguay et organisé virtuellement, San Fernando del Valle de Catamarca a présenté le COE nouvellement créé. De cette façon, elle a renforcé son objectif d'être un espace de consultation, de soutien, de rapprochement et de formation pour la protection et la défense des droits des migrants, en promouvant et en élargissant la participation sociale et le rôle de ses membres en tant que sujets actifs dans le processus de construction des politiques publiques. Dans le cadre de cette participation, un dialogue horizontal a été encouragé entre les communautés de migrants, les autorités locales et le Red Sin Fronteras (RSF).

Travaillant par le biais d'une approche interdisciplinaire avec différents professionnels dans les domaines du droit, de la migration et de la diversité culturelle, de l'assistance sociale et de la psychologie, le CMI a pour objectif de garantir l'accès aux droits universels et d'aider la population migrante à les atteindre, renforçant ainsi son travail interinstitutionnel et développant des politiques qui favorisent le développement collectif et l'intégration de la population migrante dans la société de manière intégrale. Parmi ses fonctions et objectifs, on peut citer les suivants :

- Légitimer auprès de la société la pertinence de l'équité des migrants pour le renforcement de la démocratie, à travers des politiques publiques qui contribuent à surmonter les différentes formes de discrimination contre les migrants et promouvoir ainsi des conditions sociales adéquates pour garantir vos droits.
- Offrir des conseils, de l'assistance et de la formation, gratuitement à tous les migrants qui ont besoin du Conseil, ainsi que proposer des ateliers ouverts aux écoles, institutions, quartiers, questions sanitaires et sociales sur des sujets connexes.

---

<sup>8</sup> Page web officielle de la municipalité de Catamarca Capital, 2020



REDE SEM FRONTEIRAS

- Offrir des conseils juridiques, orienter, informer et surveiller les alternatives qui existent pour faire face à leurs différents problèmes judiciaire et administratif.
- Renforcer l'articulation interinstitutionnelle au niveau communal, provincial et national par l'entremise du Conseil.
- Renforcer le développement citoyen constant au niveau social, du travail, logement, éducation, sports et culture.
- Développer des politiques favorisant le développement collectif ville en mouvement, priorisant les droits, garanties et devoirs des tous les migrants résidant dans la commune.

En ce qui concerne les services fournis par le CMI, la population migrante se voit offrir des conseils sur la documentation et la régularisation migratoire, l'accès et l'assistance en matière d'informatique, étant donné que la demande de documents se fait principalement de manière virtuelle.

La structure du Conseil est participative, inclusive et interculturelle. Il est composé d'un conseil multisectoriel, formé par des représentants des communautés de migrants. Le Conseil est administré par des représentants des migrants, qui sont élus par vote parmi les communautés vivant dans la ville. Lors de la première élection, avec un mandat ad honorem d'un an, Miguel Miyashiro (Japon) a été élu secrétaire exécutif, Wilson Pescador Arbeláez (Colombie) secrétaire exécutif adjoint, Víctor Fleitas (Cuba) secrétaire intérimaire, et Mauro de Souza (Brésil) secrétaire intérimaire adjoint.

Toutes les nationalités n'étant pas encore représentées au CMI, des travaux sont en cours pour étendre ses activités et améliorer son profil inclusif. Actuellement, l'administration municipale est en contact direct avec 12 nationalités du CMI, et poursuit les actions d'intégration de deux autres migrations récentes dans la ville, en provenance du Venezuela et du Sénégal. En tout état de cause, le Conseil représente un espace d'intégration, de dialogue et de soutien, selon les termes de l'immigrant cubain Víctor Fleitas.



REDE SEM FRONTEIRAS

Le CMI est un symbole de respect et envoie un message clair au société argentine : que nous sommes des citoyens égaux, des travailleurs qui méritent respect et dignité, des êtres humains porteurs de racines culturelle et historique, comme n'importe qui d'autre. Quand les immigrants se sentent intégrés, ils sont plus désireux de rester dans ce pays, ils se sentent motivés et contribuent à l'amélioration du pays.

Un autre point à considérer est le fait que la population migrante est traversée par des questions de genre, de race, de classe et d'autres facteurs de vulnérabilité. Le rôle du Conseil dans ce sens est de s'articuler avec les autres Conseils multisectoriels pour répondre à ces demandes intersectorielles, ce qui signifie agir au-delà d'une perspective de service d'urgence pour les migrants.

Adriana Fadel, alors conseillère du gouvernement, ajoute enfin que le Conseil a également une grande importance en ce qui concerne l'intégration des deux courants migratoires susmentionnés. À cette fin, des activités culturelles sont réalisées et proposées par les migrants eux-mêmes, favorisant les espaces de dialogue et les relations interculturelles, ainsi que la présentation de la grande diversité culturelle présente dans la ville. Comme l'affirme le ministre de la sécurité, Gustavo Aguirre, il est nécessaire de soutenir fondamentalement toutes les collectivités de la province, ainsi que de les intégrer et d'apprendre la culture de chacune d'entre elles.

### **Recensement municipal Migrant**

Bien qu'il n'existe pas de base de données permettant d'accéder à des informations détaillées sur la migration en Argentine, il est important de mentionner que le premier recensement municipal des migrants est en cours de préparation, en coordination future avec d'autres municipalités. Son objectif est de fournir des informations sur les conditions de travail et de vie des migrants à San Fernando del Valle de Catamarca, ainsi que de





REDE SEM FRONTEIRAS

cartographier les lieux où ils vivent. Comme le souligne Adriana Fadel (ancienne conseillère au Secrétariat du gouvernement et de la coordination) :

Nous sommes en train de commencer à rédiger des informations sur la migration à Catamarca. Il y a quelques années, la question de la migration n'était pas à l'ordre du jour et c'est pourquoi ce conseil des migrants dans la municipalité de San Fernando del Valle Catamarca est importante.

Il est essentiel d'inscrire comme un acquis historique le droit de vote des migrants à San Fernando del Valle de Catamarca, ce qui signifie que cette partie de la population peut voter au niveau municipal. Aujourd'hui, les migrants font pression pour que cet exercice de la citoyenneté, le droit de vote, soit étendu au niveau provincial, permettant d'élire un représentant au gouvernement.

### **Foire aux collectivités**

La première année de la création du CMI, la "Feria de las Colectividades" a été organisée, au cours de laquelle ont été présentées diverses expositions sur la gastronomie et la culture des collectivités de migrants et de leurs descendants vivant à SFVC. Des danses typiques et des plats traditionnels de leurs pays ont été présentés lors d'une journée de grande participation. Les autorités municipales, provinciales et nationales ont participé à l'événement.

Adriana Fadel fait remarquer que le Conseil joue également un rôle important dans l'intégration des communautés de migrants. À cette fin, des activités culturelles proposées par les migrants sont organisées, favorisant les espaces de dialogue et les relations interculturelles, ainsi que la visibilité de la grande diversité culturelle présente dans la ville.

Pour sa part, Gustavo Aguirre, ancien secrétaire de gouvernement et de coordination de la municipalité et actuellement ministre de la sécurité de la province, affirme qu'il est



nécessaire de soutenir fondamentalement toutes les collectivités, ainsi que de les intégrer et d'apprendre de la culture de chacune d'entre elles<sup>9</sup>.

## Défis

L'un des principaux défis auxquels est confronté le CMI est d'assurer la participation de toutes les nationalités présentes dans la SFVC, ainsi que de s'assurer que les autorités gouvernementales poursuivent leur engagement en faveur des droits des migrants. En outre, elle doit assurer la continuité du soutien financier pour continuer à organiser des cours de danse et de langue, actions qui ont permis l'intégration entre les communautés, ainsi que des événements symboliques et des festivals culturels.

Actuellement, en raison de cas d'exploitation du travail et de trafic d'êtres humains, principalement dans les secteurs agricoles de la région, il existe une proposition de création d'un Conseil provincial des migrants, car ces cas ne parviendraient pas au Conseil municipal car ils dépassent les limites géographiques de San Fernando del Valle de Catamarca. Pour eux, il est nécessaire de renforcer les liens avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'avec les communautés de migrants des autres départements de Catamarca.

Ces dernières années, San Fernando del Valle de Catamarca a fait des progrès significatifs en termes d'accueil de la population migrante et de garantie de l'accès aux droits de l'homme. Plus précisément, en ce qui concerne les quatre principes qui ont guidé cette étude, on observe qu'ils sont pleinement satisfaits par les actions développées, notamment celles organisées et articulées par le CMI.

L'interculturalité se manifeste dans l'organisation et la mise en œuvre des Foires aux Collectivités, telles que celles organisées par le CMI. Il est également possible de mentionner les espaces de dialogue et d'articulation des actions promus par les migrants.

Le service interdisciplinaire qui implique divers professionnels de différentes directions et secrétariats municipaux pour assurer l'accueil et le suivi de la population

---

<sup>9</sup> Apertura de sesiones del Consejo Municipal de Inmigrante. Trabaja en el asesoramiento legal, psicológico y de ayuda 23 social a los migrantes. Diario de Catamarca, publié le 18/03/2022.



REDE SEM FRONTEIRAS

migrante montre, à son tour, des pratiques de Transversalité et d'Intersectionnalité. Au niveau national, l'Agence territoriale promeut l'insertion sur le marché du travail formel et d'autres actions visant à renforcer l'action intégrée du CMI et des autres municipalités.

Le principe de durabilité a été observé dans le travail conjoint des conseillers du Conseil Délibératif de la SFVC, pour l'établissement d'une Ordonnance Municipale qui a établi la création du CMI. Cette initiative témoigne également de l'articulation avec une politique municipale pour la population migrante, démontrant que ces instances de participation peuvent être mises en œuvre dans les sphères du pouvoir local lorsqu'il existe une volonté politique, en s'appuyant uniquement sur une législation nationale spécifique en la matière. En outre, ce principe inclut le droit de vote des migrants, un exercice qui représente le pouvoir d'élire leurs représentants et l'insertion de la population dans la vie politique en tant que sujets actifs, ce qui a été mis en œuvre dans la municipalité de San Fernando del Valle de Catamarca.

Enfin, le Protagonisme Migrant (participation sociale), se vérifie dans la participation active des conseillers migrants et leur performance interinstitutionnelle dans l'élaboration des politiques publiques qui favorisent le développement collectif et la recherche de l'insertion de la population migrante dans la société de manière intégrale.

## **4. Cuiabá, Mato Grosso, Brésil Capitale de l'État du Mato Grosso**

Cuiabá a vu, au milieu du XVIIIe siècle, son territoire occupé par des bandeirantes paulistas à la recherche d'or et de pierres précieuses. À partir du XIXe siècle, avec la diminution des activités minières, l'économie de toute la région a connu une période de décadence. Néanmoins, pour le gouvernement portugais, compte tenu des fortes tensions liées aux litiges fonciers avec l'empire espagnol, il s'agissait d'un lieu stratégique pour le maintien de la frontière du territoire brésilien.



Après les années 1950, le gouvernement brésilien a considéré comme stratégique la colonisation et les investissements dans l'intérieur du pays. Ainsi, avec l'immense offre de terres, l'ensemble de l'État du Mato Grosso a gagné une nouvelle population composée de migrants nationaux qui sont arrivés avec l'objectif de travailler dans la production agricole, en provenance des États de São Paulo, Paraná et Rio Grande do Sul. Selon l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE), la population de Cuiabá est actuellement estimée à 600 000 habitants. L'économie de la municipalité tourne autour des secteurs des services et de l'agro-industrie, représentés par des activités directes ou indirectes liées à l'agrobusiness.

#### 4.1. Caractéristiques de la migration

En tant que grande ville, centre politique et économique d'un État frontalier de la Bolivie, la présence de migrants, nationaux et non nationaux, n'est pas nouvelle dans la municipalité. En ce qui concerne les migrations internationales, entre les années 2012 et 2014, la grande expression du flux migratoire vers la ville de Cuiabá a été formée par les migrants haïtiens. Il a également été possible de constater la présence de migrants venant de Bolivie et de Colombie, dans les deux cas, toutefois, de façon moins exprimée.

Face à la crise politique, économique et sociale amplifiée par les catastrophes naturelles qui ont dévasté Haïti durant cette période, l'augmentation de l'offre d'emplois due à la Coupe du monde 2014 au Brésil a intensifié le flux de migrantes vers la ville de Cuiabá, qui a atteint un pic cette année-là.

(...) l'État du Mato Grosso est devenu une destination ou un point de passage pour les immigrants haïtiens à partir de 2012. En 2014, l'État se classait au cinquième rang, totalisant 910 Haïtiens ayant des liens d'emploi formels dans le scénario des 23 017 enregistrés dans tout le pays.<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup> Cavalcanti L. L'immigration et le marché du travail au Brésil : caractéristiques et tendances. Cadernos Obmigra - Revue Internationale Migration 2015



Lorsqu'on lui a demandé pourquoi la ville de Cuiabá avait été choisie, Clercius Monestine, président de l'Association pour la défense des immigrants et des migrants haïtiens dans le Mato Grosso (ADHIMI-MT), a déclaré que la possibilité d'emploi était le facteur décisif.

Pour être honnête, il est difficile de répondre à cette question. Ce n'est pas parce que c'est toi. Tout migrant, tout citoyen qui se rend d'un pays à un autre qui n'est pas son pays d'origine, ne sait pas comment choisir. Vous pouvez lire, faire des recherches qui vous montreront, ce n'est pas à 100% que vous répondez à la langue et à la culture. Je suis donc venu à Cuiabá, non pas parce que je l'ai choisi, mais parce que j'avais la possibilité de trouver un emploi. C'est tout<sup>11</sup>.

À partir de 2015, avec la fin des travaux de construction de la Coupe du monde et la baisse conséquente de l'offre d'emplois, le flux de migrants haïtiens a commencé à diminuer jusqu'à entamer, en 2016, un processus de départ vers d'autres pays, notamment les États-Unis.

Enfin, le dernier grand flux migratoire contemporain entrant dans la ville de Cuiabá a commencé en 2018 avec la population vénézuélienne à travers le programme d'intériorisation de la Maison civile du gouvernement fédéral. L'opération "Bienvenue", qui bénéficie du soutien de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), vise à fournir une aide d'urgence aux migrants et réfugiés vénézuéliens qui entrent sur le territoire brésilien.

---

<sup>11</sup> Interview accordée par Clercius Monestine. Entretien I [décembre 2021]. Interviewer, Táli Pires de Almeida. São Paulo, 2021.



## **4.2. Législation migratoire et structures de participation et de garantie des droits**

Malgré l'important flux de migrants haïtiens présents dans la ville depuis 2012, la structuration du travail de prise en charge des migrants par la Ville de Cuiabá n'a commencé qu'en 2018, en raison du Programme d'Intériorisation précédemment mentionné. L'actuelle secrétaire municipale de l'assistance sociale, des droits de l'homme et des personnes handicapées, Hellen Ferreira, affirme que les migrants qui ont participé à ce programme ont d'abord été dirigés vers les institutions sociales qui étaient disposées à les accueillir, sans qu'aucun dialogue n'ait été établi directement avec le gouvernement municipal.

Quand nous avons découvert qu'ils allaient arriver demain. arrivait déjà un avion avec plusieurs personnes et on n'a pas pu s'organiser pour les recevoir. C'était une institution philanthropique non liée à pas de secrétariat, elle a donc travaillé avec l'Église catholique ici à Cuiaba. Nous avons même eu une rencontre avec la pastorale do Migrant, avec tous ceux qui avaient besoin de parler, mais l'Église, jusqu'à ce moment, je n'en voulais pas, j'ai dit que je n'avais pas besoin de soutien et donc aucun accord n'a été conclu, aucun partenariat dans ce sens. La municipalité n'offrait que les services qui étaient déjà communs : la santé, l'éducation et l'assistance.

### **Comité intersectoriel d'attention à la population immigrée - Décret municipal n° 7.641**

Contrairement à ce qui s'est passé avec le flux migratoire haïtien, le gouvernement de la ville a commencé, après l'arrivée de ces migrants vénézuéliens, à adopter une position active par rapport aux besoins de la population migrante. Les défis de nature sociale, tels que l'accès à l'éducation et aux soins de santé, ainsi que la difficulté à établir un calendrier avec la police fédérale pour régulariser la documentation de cette population, ont



commencé à devenir des problèmes sur l'agenda public local. La municipalité de Cuiabá a alors commencé à intégrer des initiatives visant à élaborer des politiques publiques en faveur de la population migrante.

À la lumière de ce qui précède, un groupe dirigé par le ministère public, formé par le procureur de l'enfance et de la jeunesse de Cuiabá, avec la participation des secrétariats municipaux de la santé, de l'éducation, de l'assistance sociale et de la mairie, s'est réuni pour discuter des problèmes sociaux émergents, en particulier de la condition des familles migrantes qui se retrouvent en situation de mendicité aux feux de signalisation et aux ronds-points de la ville. Bien que, selon la secrétaire Hellen Ferreira, un travail de sensibilisation ait déjà été effectué, il y a encore beaucoup de familles accompagnées de leurs enfants qui font ce travail de collecte.

Dans ce contexte, le décret municipal n° 7.641, le 5 décembre 2019, déterminant la création d'un Comité intersectoriel d'attention à la population immigrée dans la municipalité de Cuiabá composé des Secrétariats de l'assistance sociale, de l'éducation, de la santé, de la culture, des sports et du tourisme, du travail et du développement économique, outre le Secrétariat du logement et de la régularisation foncière et des représentants non gouvernementaux tels que la Pastorale de la Terre, l'Association de défense des migrants haïtiens du Mato Grosso, le Centre pastoral des migrants, l'Association Antônio Vieira entre autres. Le décret 7641/19 a ensuite été établi pour discuter et définir les principes et les lignes directrices d'une politique municipale, comme l'a décrit le maire de Cuiabá, Emanuel Pinheiro:

L'objectif principal est d'élaborer des propositions qui répondent 30 aux demandes de ces communautés, formées notamment par Haïtiens et Vénézuéliens. Ainsi, les objectifs, lignes directrices et principes seront définis, afin de répondre aux besoins spécifiques de ce segment social<sup>12</sup>

---

<sup>12</sup> MIRANDA, Carolina. "Prefeito cria um comitê intersectorial d'aide à la population immigrée dans la capitale. Prefeitura de Cuiabá, 22 janvier 2020. Assistance sociale, droits de l'homme / humanisation dans <https://www.cuiaba.mt.gov.br/assistencia-social-direitos-humanos/prefeito-cria-comite-intersetorial-deatenco-a-populacao-imigrante-na-capital/21197>. Consulté le 10 mars 2022.



REDE SEM FRONTEIRAS

### Loi n° 6.668, du 26 avril 2021

Selon Rafael Lira, activiste et collaborateur de l'Association pour la défense des immigrants et migrants haïtiens du Mato Grosso (ADHIMI-MT), un autre point qui a donné lieu à des initiatives concrètes pour la capitale axées sur les besoins de la population migrante a été l'élection de la conseillère Edna Sampaio.

C'est la première à avoir donné la parole à la population immigrée et à l'avoir incluse. Jusque-là, tout le monde savait qu'elle était là, tout le monde la voyait, mais personne ne s'est mobilisé pour créer une politique, pour faire quelque chose de concret qui ne soit pas du welfarisme ou une chose ponctuelle.

Grâce au mandat de la conseillère municipale, qui a eu la proposition de construire un mandat collectif et avec la participation de personnes qui travaillaient déjà avec la population migrante, une série d'articulations ont été faites de sorte que, avec différents leaders migrants, un groupe de travail a été créé pour discuter de l'expérience migratoire dans la ville de Cuiabá. L'un des résultats de cette articulation a été l'institution de la Semaine des migrants, qui fait désormais partie du calendrier officiel des événements de la ville de Cuiabá par le biais de la loi 6 668 du 26 avril 2021. Comme le rapporte Vera Araújo, conseillère parlementaire de la conseillère Edna Sampaio :

Nous avons plusieurs personnes qui constituent le mandat collectif qui a soutenu la conseillère dans la réalisation de ce thème, à la fois avec les églises catholiques, avec la Pastorale des Migrants (...) Nous menons aussi les représentations de ces communautés migrantes. Nous avons organisé une grande réunion avec plus de 30 personnes à l'époque, dont la Pastorale des migrants qui participait avec nous, et à partir de





là, un groupe de travail a été créé pour discuter de certaines formes d'interventions. Puis est apparue la proposition de la semaine des migrants, pas seulement la semaine des migrants, mais la construction d'une politique publique.

Semaine des migrants de Cuiabá L'une des activités menées par le Comité intersectoriel pour l'attention à la population immigrée a été la Semaine des migrants, qui a présenté des aspects culturels, culinaires et des expositions, ainsi que des conférences et des discussions sur le thème des migrants.

Article 2 La semaine des migrants à Cuiabá/MT sera commémorée chaque année par des rencontres en face à face et en ligne, où des ateliers, des conférences, des tables rondes, des sessions de formation et d'autres activités auront lieu pour renforcer l'importance de l'inclusion, de l'accueil et de la qualification des migrants dans la municipalité comme moyen de garantir leur renforcement et leur indépendance<sup>13</sup>.

Les activités de 2021 ont été organisées par le groupe de travail sur les politiques pour les migrants, composé par le mandat collectif de la conseillère Edna Sampaio, en partenariat avec le secrétariat municipal pour l'assistance sociale, les droits de l'homme et les personnes handicapées. L'objectif de la réunion, outre le fait de discuter des questions liées aux droits de l'homme de la population migrante, était également de donner une visibilité à leurs trajectoires et à leur culture.

Nous avons organisé des expositions de photos et des tables rondes avec des représentants de la société civile. Nous nous réunissons chaque jour avec un secteur, (par exemple) le

---

<sup>13</sup> Loi n° 6.668, du 26 avril 2021.



secteur de la mobilité urbaine pour discuter de la question de l'accès aux transports publics. Il y a souvent la question du racisme dans les transports publics. Il y a de nombreuses plaintes à ce sujet. Il y a aussi la question de la santé publique, car ils se rendent souvent dans les cliniques de santé et il n'y a pas de réponse appropriée au cas.

En pleine pandémie, l'événement s'est déroulé pendant sept jours en juin 2021 de manière hybride, avec des activités en face à face et virtuelles. Selon la page virtuelle de la mairie de Cuiabá, le programme comprenait une séance d'ouverture, la solennité dans l'auditorium du Secrétariat municipal pour l'assistance sociale, les droits de l'homme et les personnes handicapées (SADHPD), de manière semi-présentielle, avec une diffusion en direct sur les réseaux sociaux de la mairie de Cuiabá et de la conseillère Edna Sampaio. Le programme culturel comprenait une diversité de thèmes, comme le montre le tableau ci-dessous

Jour	Programme
1	Cycle de discussion sur les politiques publiques en faveur des femmes et cycle de discussion en ligne sur l'accès aux documents personnels pour les migrants.
2	Cycle de discussion sur l'accès des migrants aux services de transport urbain, mettant en évidence le racisme vécu dans ces espaces.
3	Web-meeting "Le défi des soins de santé dans les populations immigrées" et cercle de conversation sur la santé, l'éducation et le logement
4	Conférence en ligne "Garantir les droits de la population migrante dans la politique d'assistance sociale" et clôture avec la Foire culturelle et gastronomique, en personne, dans la ruelle Candeeiro, région centrale de Cuiabá
5	Conférence en ligne sur le thème "Garantir les droits de la population migrante dans la politique d'aide sociale".
6	Séance solennelle en ligne pour la Journée du migrant au Conseil municipal de Cuiabá
7	Foire culturelle et gastronomique, à Beco do Candeeiro



REDE SEM FRONTEIRAS

En réunissant dans un même événement des migrants de différentes origines, en articulant les débats politiques et culturels, la Semaine des migrants a également été l'occasion d'élargir le champ de la participation populaire par rapport aux problèmes vécus dans la ville, comme un outil permettant de réunir le pouvoir exécutif et les migrants afin que leurs demandes soient entendues, discutées et proposées sous forme de politiques publiques.

Des thèmes tels que le racisme, la violence obstétrique et la violence à l'égard des femmes sont des situations également vécues par les Brésiliens qui, lorsqu'elles sont guidées par la population migrante, élargissent le débat et font pression sur les autorités publiques pour créer des alternatives à ces problèmes. Ainsi, il y avait la possibilité de faire l'expérience de l'altérité, comme nous le voyons dans la déclaration suivante du secrétaire à l'ordre public de la municipalité, le colonel Ricardo Sales : " Je suis un homme noir et je sais ce qu'est la discrimination raciale, ce qu'est la lutte dans une société qui infériorise ce qu'elle pense être inégal " <sup>14</sup>

Les espaces de participation formelle avec l'élaboration de propositions permettent que les migrants soient reconnus comme sujets de droits, affirmant leur espace de parler et d'écouter dans l'espace public au-delà du stéréotype d'un "problème social", apportant ainsi leur contribution à la société qui les accueille.

### **Audience publique**

Un autre aspect résultant du Groupe de Travail sur les Politiques des Migrants, composé par le Mandat Collectif de la Conseillère Edna Sampaio, a été la présentation de la demande d'une Audience Publique pour débattre du projet de loi rédigé par le pouvoir exécutif, qui traite de l'institution d'une politique municipale pour la population migrante. La mobilisation du mandat sur la question s'est ajoutée à l'initiative du secrétariat municipal

---

<sup>14</sup> Les migrants font état de situations de racisme. Câmara Municipal de Cuiabá, 23 juin 2021. Disponible à l'adresse : <http://www.camaracba.mt.gov.br/noticia.php?id=11991> . Consulté le 14 mars 2022.



REDE SEM FRONTEIRAS

pour l'assistance sociale, qui a également travaillé avec le comité intersectoriel pour l'attention de la population immigrée dans la municipalité de Cuiabá.

Ont participé à l'audience des représentants d'organisations de migrants haïtiens, vénézuéliens, africains, ainsi que des secrétaires municipaux et d'État, l'Institut de santé collective de l'Université fédérale du Mato Grosso (UFMT), les conseils des droits de l'homme, le Bureau du Défenseur fédéral, le Bureau du Procureur d'État et municipal, le Barreau brésilien (OAB), des mouvements sociaux et des institutions qui soutiennent la population migrante<sup>15</sup>. Plusieurs sujets ont été abordés, tels que le besoin d'interprètes dans les services publics de santé et d'éducation, les difficultés de régularisation migratoire et de validation des diplômes, la précarité du logement et surtout les situations de racisme et de xénophobie.

À cet égard, les acteurs présents à l'audition publique ont pu faire valoir leurs principales revendications par la formulation d'une politique publique qui offrirait un service digne à la population migrante et garantirait ses droits. Ces demandes comprenaient la création d'un centre de référence et d'un conseil municipal des migrants.

### **Lutte des organisations de migrants : nous sommes ici, nous avons des droits dans la création d'une politique publique municipale**

Parmi les aspects déjà abordés, la mobilisation des organisations haïtiennes en quête de leurs droits peut être considérée comme l'élément clé qui a impulsé la création d'une politique publique locale, qui était déjà réclamée depuis 2012 avec l'arrivée de migrants haïtiens dans la ville.

Comprenant qu'il existait des besoins fondamentaux communs liés aux services d'assistance sociale, à la régularisation migratoire et au travail, les migrants vivant à Cuiabá ont d'abord sollicité le soutien de l'OAB du Mato Grosso pour réclamer leur droits. Un partenariat a alors été établi dans lequel l'OAB-MT a guidé les organisations d'Haïtiens par

---

<sup>15</sup> La Commission des droits de l'homme va prolonger le délai d'analyse du PL sur les migrants. Câmara Municipal de Cuiabá, 26 mai 2021. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.camaracba.mt.gov.br/noticia.php?id=11892>. Consulté le 14 mars 2022.



rapport à leurs revendications, ce qui a finalement encouragé la création de l'Organisation de soutien aux activités des migrants au Brésil (OSAMB), matérialisée en mai 2016, comme on peut le voir dans la déclaration suivante.

Le groupe a sollicité l'OAB-MT en quête de soutien dans ce processus légal de formalisation juridique de l'entité. A l'époque, l'Ordre proposait la création d'un réseau de soutien aux migrants. L'idée est que l'entité devienne un point d'appui pour les migrants dans tout l'État, offrant divers services dans les domaines des droits de l'homme, du travail, du logement, de la sécurité, de la santé, de l'éducation<sup>16</sup>.

Interrogé au cours de l'entretien sur la possibilité de fonder une organisation pour les migrants, Duckson Jacques, président de l'OSAMB, a abordé les limites de l'action juridique pour certaines organisations.

Les centres pastoraux existent, mais ils ont une limite, ils sont très restreints dans leurs services. Il y a des choses qu'ils ne font pas. Ils ne s'engagent pas dans un combat juridique pour une personne. L'orientation de manière éducative, ils n'entrent pas dans ce combat. Ils participent à l'ordre du jour, mais ils n'entrent pas en profondeur parce que c'est une institution religieuse et qu'il y a des choses qu'ils ne font pas. Ce n'est pas parce qu'ils ne le veulent pas, mais cela ne fait pas partie de leur mission. Nous devons donc nous battre, par exemple, pour avoir une institution comme le Conseil (municipal) des immigrants. Nous nous sommes tellement battus (...) il est

---

<sup>16</sup> L'Associação Mato-grossense do Migrante sera un point d'appui pour les Haïtiens, OAB- MT, 05 avril 2016. Disponible sur à l'adresse : <https://www.oabmt.org.br/noticia/12437/associacao-mato-grossense-do-migrante-sera-pontode-apoio-para-haitiens>. Consulté le 8 février 2022.



nécessaire d'avoir une action, une unité et une communication.

Ainsi, depuis 2016, avec l'OAB-MT, les leaders migrants haïtiens, par le biais de l'OSAMB, ont commencé à rencontrer le gouvernement municipal pour faire valoir leurs revendications, qui portaient à la fois sur la nécessité d'assurer une plus grande participation sociale des migrants, ainsi que sur la promotion d'actions d'urgence, comme en matière d'insertion sur le marché du travail. L'extrait suivant du rapport décrit les aspects d'une réunion entre l'OAB, l'OSAMB et le secrétariat municipal de l'assistance sociale.

Au cours de la réunion, les actions d'aide d'urgence ont été discutées pour les migrants en situation de vulnérabilité. Selon le président d'Osamb, Duckson Jacques, malgré la majorité des migrants qui sont arrivés ici ont fait des études supérieures, des qualifications n'est pas reconnues au Brésil, ce qui augmente la difficulté d'entrer dans le marché du travail. De cette façon, beaucoup sont dans des difficultés, y compris pour leur propre subsistance, notamment avec la croissance du chômage dans le pays. Après le dépôt de la réclamation, il a été défini que le Département municipal d'assistance sociale et Human Development (Smash), en partenariat avec Osamb, procédera à un enregistrement des migrants vivant dans la capitale. Ferreira (président de l'OAB-MT) explique qu'après cette inscription, la politique d'aide sociale sera ouverte aux migrants qui ont ce droit. Selon lui, ils vont bénéficier de services dans le domaine de la formation, de l'employabilité et de la nourriture, selon la demande constatée<sup>17</sup>

---

<sup>17</sup> Avec le soutien de l'OAB-MT, les migrants seront enregistrés dans la capitale, OAB- MT, 02 juin 2016. Disponible sur le site : <https://www.oabmt.org.br/noticia/12652/com-apoio-da-oab-mt--migrantes-serao-cadastrados-na-capitol>. Consulté le 10 février 2022.



REDE SEM FRONTEIRAS

Cependant, les associations estiment toujours que les performances du pouvoir public local se limitent à des actions d'assistance, telles que la distribution de paniers alimentaires de base, ce qui a généré une demande pour une politique plus large, visant à garantir les droits de la population migrante.

Enfin, tout ce processus d'articulation entre les autorités publiques, les associations de la société civile et les leaders des migrants a abouti à la loi 6.691 du 5 juillet 2021, récemment instituée, qui établit la politique municipale pour les migrants dans la municipalité de Cuiabá. Cette articulation est soulignée par Rafael Lira:

La loi n'a eu lieu que parce que des leaders comme Clercius et Duckson étaient présents lors du dialogue. Même si, d'une certaine manière, ils ont été privés d'un dialogue plus efficace, plus participatif, mais disant "nous sommes là, nous existons, nous voulons le soutien des autorités publiques". Ainsi, sans le mouvement de ces organisations, nous n'aurions pas de loi municipale, de proposition de conseil et de centre de référence. La conseillère municipale elle-même, qui a soutenu et inclus cette question de la migration dans son projet de loi, l'a fait parce qu'il y avait un mouvement de migrants participant activement et montrant "nous sommes ici, nous avons des droits, nous voulons avoir accès à ces droits". C'est grâce à ces mouvements, à cette participation des organisations elles-mêmes que le peu que nous avons aujourd'hui est devenu possible. Ce sont les organisations elles-mêmes qui ont pris l'initiative d'établir un soutien avec le bureau du défenseur public, avec d'autres institutions, ce qui a élargi le réseau de contacts et même l'accès. Si aujourd'hui on a une loi communale, le jour du migrant, le CRAI, c'était



REDE SEM FRONTEIRAS

seulement possible grâce aux mouvements, aux organisations et aux migrants eux-mêmes.

### **Conseil municipal et le Centre de Référence pour l'Aide aux Immigrés (CRAI)**

La loi n° 6 691, relative à la politique municipale des migrants dans la municipalité de Cuiabá, prévoit également la création de certains équipements sociaux, tels que le conseil municipal des immigrants (CMI) et le centre de référence pour les soins aux immigrants (CRAI). Le projet de création du conseil municipal a été élaboré et discuté conjointement au sein de la commission intersectorielle et se trouve actuellement à la Chambre des représentants pour être discuté et envoyé pour sanction. Hellen Ferreira commente que:

Dans ce processus, nous avons déjà l'espace où le Conseil sera institué, et nous n'attendons que ce processus d'approbation au sein du Conseil municipal et la sanction du maire. Mais nous avons déjà l'espace où se trouvera le siège du Conseil des migrants. Nous avons déjà esquissé et discuté avec les institutions de la manière dont cette composition se fera. Et l'autre équipement est le CRAI, pour lequel nous sommes en phase de recherche d'un bâtiment afin d'implanter le CRAI. Nous avons donc beaucoup avancé en termes de politiques publiques grâce à ce Comité qui a été institué dans la municipalité.

Le secrétaire estime que le conseil municipal des immigrants jouera un rôle clé dans le débat sur les politiques publiques et contribuera à la diffusion et à l'élaboration de brochures d'information, en plus d'établir et d'améliorer le flux des services, soulignant que "nous avons vu des exemples de réussite dans d'autres régions, des cas au Brésil comme São Paulo, qui a beaucoup d'expérience dans ce domaine et nous en avons profité".





REDE SEM FRONTEIRAS

En ce qui concerne le Centre de référence pour l'aide aux immigrants (CRAI), Hellen Ferreira signale qu'il n'y a toujours pas de définition concernant la propriété et commente la proposition de créer le CRAI dans un parc.

Nous pensons à quelque chose de durable, dans lequel l'espace disposera d'environnements où l'on pourra organiser des expositions, des foires culturelles, ajouter des services de santé, avec une piste de marche, etc. Quelque chose où l'on peut regrouper tous les services.

Cette proposition vise à créer un espace de référence pour les migrants, en proposant des expositions culturelles, culinaires, traditionnelles et musicales, ainsi qu'un lieu d'intégration avec la population locale.

Aujourd'hui, nous avons un problème à Cuiabá, qui est que l'immigré est vu comme la personne qui est dans le rond-point, avec l'enfant, et nous voulons supprimer cette vision. Nous voulons apporter la culture, l'histoire, apporter sa pertinence (...), être un espace de référence pour que la population puisse les connaître, avoir un autre regard sur la population migrante. (...) Nous voulons que les préjugés n'existent pas.

### **Recensement municipal et projet "Je veux vous connaître immigrant"**

Un autre projet, une initiative de la mairie de Cuiabá, est la mise en œuvre d'un recensement municipal pour identifier et connaître la population migrante dans la municipalité. Les principaux problèmes étant la question de l'identification et de l'accès à la documentation, le projet "Je veux te connaître, immigrant" a également été créé.



REDE SEM FRONTEIRAS

Le projet "Je veux rencontrer les immigrants" consiste en des actions continues d'approche spéciale, ayant pour public cible les étrangers qui sont venus à Cuiabá ces dernières années, principalement des Haïtiens et des Vénézuéliens. Les approches sont faites par l'équipe d'approche sociale, aux feux de signalisation et aux ronds-points, afin de faire prendre conscience aux gens qu'il n'est pas permis d'exposer les enfants au travail. Les familles rencontrées sont soumises à un entretien social visant à recueillir des informations telles que les données personnelles, l'adresse, le numéro de téléphone, si elles bénéficient d'une prestation sociale et si elles sont assistées à la Maison pastorale du migrant, connue comme une référence pour cette population. En cette période de confrontation avec la nouvelle pandémie de coronavirus, des lignes directrices sur les principales formes de prévention et de soins sont transmises. Parmi les services offerts après l'action, il y a l'intermédiation pour leur insertion dans les services d'assistance sociale, l'inscription au Registre unifié des programmes sociaux, l'octroi d'éventuelles prestations alimentaires et de billets interétatiques, l'inscription dans les unités d'enseignement, les services de santé, entre autres<sup>18</sup>.

### **Contexte politique : Approbation de la loi 6.691**

---

<sup>18</sup> La mairie de Cuiabá établit une politique municipale en faveur des immigrants. La loi établit des lignes directrices pour la politique en matière d'immigration au niveau municipal. Disponible à l'adresse suivante  
<https://www.cuiaba.mt.gov.br/assistencia-social-direitos-humanos/prefeitura-de-cuiaba-estabelece-politica-municipal-imigrante-ica/24804>



REDE SEM FRONTEIRAS

En ce qui concerne le traitement et l'approbation de la loi 6.691/21 à la Chambre municipale de Cuiabá, la secrétaire municipale Hellen Ferreira estime que le processus n'a présenté aucune difficulté.

La loi a été très bien acceptée, elle est passée très rapidement au Conseil municipal. (...) Il a été discuté au préalable avec toutes les personnes concernées. C'est un projet bien discuté et qui correspond à ce que la population immigrée attend des politiques publiques. Nous pensons que nous n'aurons pas de problèmes à cet égard.

Malgré le scénario favorable présenté, Vera Araújo, conseillère parlementaire de la conseillère Edna Sampaio, fait état de certains défis rencontrés au cours de l'élaboration de la loi.

Ce n'était pas très facile. Même si la mairie a pris l'initiative et a envoyé le projet de loi, nous avons dû exiger que le projet de loi soit voté, et même parce que cette question du Conseil municipal des immigrés, ils proposaient que ce soit par décret, et les migrants ne le voulaient pas, ils voulaient que ce soit par la loi. Nous avons donc fait un amendement pour que ce soit par la loi. Il n'a pas été approuvé au début, mais nous avons ensuite réussi à l'obtenir

Le conseiller souligne également la participation des migrants eux-mêmes à cette articulation

La loi est là, mais nous faisons face à ce qui est nécessaire pour la faire sortir du papier. Il est important d'accomplir tout ce



que nous avons conquis, c'est une loi intéressante, mais elle doit sortir du papier. Les migrants participent, ils arrivent à participer à l'articulation en ce moment pour faire pression sur les conseillers.

### **Dialogue avec les politiques nationales : le processus d'internalisation des Vénézuéliens et les actions des autorités publiques locales**

Selon le ministère du développement social (MDS), jusqu'en février 2022, 1326 migrants vénézuéliens ont été relocalisés à Cuiabá<sup>19</sup>. À cet égard, les autorités publiques locales critiquent le gouvernement fédéral en raison du manque de dialogue et de coordination avec la municipalité pour la relocalisation et l'installation de ces migrants.

Étant donné que le processus d'internalisation a été mené directement avec les institutions sociales, sans aucune forme de dialogue avec le gouvernement local, l'impréparation par rapport aux nouvelles demandes était inévitable, comme le rapporte la secrétaire municipale Hellen Ferreira

Combien de ces familles venaient, combien auront besoin de places dans les jardins d'enfants, à l'école, dans les services de santé, sont elles documentées ou non ? Certains ont été vaccinés et d'autres non. Nous avons eu une période très difficile. Un premier comité a donc été formé, avec le ministère public, le bureau du défenseur public - nous avons divers organismes impliqués dans l'État et dans la municipalité pour traiter de ces questions.

Et complète

---

<sup>19</sup> <http://aplicacoes.mds.gov.br/snas/painel-interiorizacao/> Consulté le 07 mars 2022.



REDE SEM FRONTEIRAS

Petit à petit, nous avons réussi à les insérer, à tel point que les enfants ont tous été régulièrement inscrits, nous avons réalisé des efforts conjoints dans la Pastorale du Migrant pour les soins de santé, pour l'assistance afin de pouvoir faire le registre unique, les références pour le processus de documentation. Nous étions très présents, mais après leur arrivée, nous n'avons pas eu beaucoup de temps pour planifier leur arrivée.

Le secrétaire signale également qu'il n'y a pas eu d'aide du gouvernement fédéral concernant la structure, le soutien financier ou la formation spécifique offerte aux employés municipaux. Une seule réunion a été organisée par la Casa Civil lorsque les migrants se trouvaient déjà dans la ville, dans l'intention que la mairie ouvre davantage de places.

Le gouvernement n'a offert aucun type de formation. Ce que nous avons était interne : nous avons un plan d'éducation permanent pour nos fonctionnaires et nous avons inclus le thème des migrants dans nos cours de formation. Ce que chaque portefeuille a fait, c'est de travailler sur le thème avec son propre public - le secrétariat à l'éducation pendant la semaine pédagogique ; la santé par rapport aux services fournis en raison de la documentation différente.

Comme il n'existe pas de politique nationale ou étatique pour guider l'élaboration d'une politique municipale de base, les formations et les études réalisées par les fonctionnaires ont été à l'initiative de la municipalité elle-même.

Nous essayons de faire venir plusieurs personnes pour nous en parler et nous utilisons ce matériel de référence pour élaborer



REDE SEM FRONTEIRAS

le nôtre. Nous avons beaucoup travaillé sur des cas de réussite, comme celui de São Paulo, qui est une référence en matière de gouvernance locale des migrations.

### **Société civile locale**

Comme mentionné précédemment, le travail d'accueil des migrants à leur arrivée est effectué principalement par la Pastorale des migrants

Dans le Mato Grosso, le Centre Pastoral des Migrants (...) est le principal accueil de ces immigrants, institution maintenue par l'église catholique étant créée pour s'occuper des immigrants et des migrants, qui cherchent la capitale du Mato Grosso pour s'installer professionnellement. La durée moyenne de séjour dans la maison est de deux mois, pendant cette période les logés partent à la recherche d'un emploi, puis quittent la maison. L'unité offre un logement, des repas et des soins médicaux, en plus d'orienter les immigrants vers d'autres politiques publiques telles que le travail et la santé, et d'aider à régulariser le séjour des immigrants dans le pays auprès de la police fédérale.<sup>20</sup>

Depuis la création de la Pastorale dans les années 1980, le service était principalement effectué pour les Brésiliens, ce n'est qu'après 2012 qu'elle a commencé à servir plus de 5 000 Haïtiens, et à partir de 2018, ils ont commencé à accueillir principalement la communauté vénézuélienne. À cet égard, comme l'ont rapporté les migrants eux-mêmes, ainsi que l'activiste Rafael Lira lors de l'entretien, la perception est qu'il existe un sentiment général d'accueil dans la ville. Cependant, même avec un effort

---

<sup>20</sup> MIRANDA, 2015 apud MOTIZUKI, 2017, pp. 14. In : Atenção à Saúde dos Migrantes Haitianos na Visão de Trabalhadores e Gestores em Cuiabá, Mato Grosso. Cuiabá, MT, 2017.



REDE SEM FRONTEIRAS

général d'accueil, le racisme et la xénophobie se manifestent, d'autant plus si l'on tient compte de l'histoire de l'exploitation et de la discrimination de la population noire du pays.

En fait, la population de Cuiabá est reconnue comme hospitalière, bien sûr il y a une partie de la population qui n'est pas majoritaire, où il y a une question de racisme et de xénophobie. Mais la grande majorité de la population est très accueillante. Nous avons toujours reçu des communautés d'autres régions du Brésil, ici nous avons beaucoup de personnes du sud et du nord-est. Nous y sommes habitués. Les Boliviens ont toujours été à l'intérieur de l'État. Avec les Haïtiens, cela s'est intensifié. Je pense que la plupart de la population a fourni un bon accueil, nous entendons toujours l'un ou l'autre rapport sur le racisme et la xénophobie, qui fait partie de la scène sociale au Brésil, malheureusement, c'est quelque chose de très fort dans notre culture. Mais ce que j'ai remarqué, c'est la xénophobie envers les Vénézuéliens, car ils arrivaient et beaucoup restaient dans les rues et aux feux de signalisation pour demander de l'argent. Cela a apporté une étrangeté à la population. A tel point que nous avons entendu une comparaison avec les Haïtiens: ah, les Haïtiens ne sont pas comme ça, ils ne demandent pas d'argent. J'ai remarqué qu'il y avait plus d'éloignement et de réactions xénophobes avec la population vénézuélienne.

Le militant a également souligné d'autres projets de la société civile locale antérieurs à la mise en œuvre de la loi municipale sur les migrations, tels qu'un projet éducatif pour les migrants, mis en œuvre par des institutions et des mouvements sociaux en partenariat avec le conseil municipal de l'éducation. Par ailleurs, Rafael Lira a mis en avant le projet



d'extension développé par le département de santé collective de l'Université fédérale du Mato Grosso (UFMT), qui a débuté en 2014. Parmi les initiatives mentionnées, celle de l'Institut fédéral du Mato Grosso a été mise en avant, avec l'offre de cours de langue portugaise. Démarré en 2018, trois classes ont déjà participé à ce projet qui, actuellement, en raison de la pandémie, comporte également des modules d'enseignement à distance.

Les associations de migrants sont également très actives dans les actions d'assistance sociale et de garantie des droits des travailleurs, en partenariat avec le Bureau du défenseur public, l'Université fédérale du Mato Grosso (UFMT), l'Institut fédéral et les institutions du mouvement social. Les associations développent également certains projets de manifestations artistiques et culturelles.

Rafael Lira a également signalé que, depuis 2020, les associations de migrants travaillent intensément pour garantir la sécurité alimentaire. Les dons reçus sont remis aux familles enregistrées. Actuellement, l'association articule également des actions pour les réunions de famille.

### **4.3. Considérations pertinentes**

A Cuiabá, il existe également des initiatives notables qui démontrent une convergence avec les principes adoptés dans cette étude. En ce qui concerne l'interculturalité, des espaces d'expression culturelle et de coutumes ont été identifiés, ainsi que des conférences et des cycles de conversation qui favorisent l'échange d'apprentissage et rassemblent différentes nationalités. La Semaine des migrants, institutionnalisée en avril 2021, est un exemple de ces espaces, ainsi que les projets de manifestations culturelles et artistiques organisés par les associations de migrants.

La transversalité est visible dans la structuration du Comité intersectoriel pour l'attention de la population immigrée dans la municipalité de Cuiabá (CIAPIMC), qui comprend des représentants du pouvoir public et de la société civile, ainsi que dans les actions du Groupe de travail pour les politiques relatives aux migrants, composé principalement de personnes migrantes.





Le décret municipal n° 7 641 de 2019, qui a créé le CIAPIMC, la loi municipale n° 6 691 de 2021, qui prévoit la politique municipale des migrants dans la municipalité de Cuiabá et le projet qui régit la création du conseil municipal sont des exemples d'initiatives qui répondent à la durabilité des pratiques qui se développent dans la capitale du Mato Grosso ces dernières années.

Enfin, le quatrième principe lié au Protagonisme des migrants est mis en évidence non seulement dans la réalisation de la Semaine des migrants, un moment où, en plus de gagner en visibilité pour les pratiques culturelles et les coutumes, il vise à utiliser cet espace pour promouvoir le dialogue sur les problèmes vécus dans la ville, mais il peut également être observé dans la participation active aux moyens de pression sur le législateur local afin que le projet qui traite du Conseil municipal soit approuvé.

## 5. Recife, Pernambuco, Brésil

L'histoire de la constitution de la ville de Recife remonte à la troisième décennie du XVI<sup>e</sup> siècle. En raison de sa géographie en bord de mer, elle est devenue un port naturel pour le flux des richesses produites dans les terres brésiliennes (IBGE, 2017). En raison de sa caractéristique portuaire, il est rapidement devenu un établissement, évoluant vers la catégorie de Village de Recife, officiellement constitué en l'an 1537, avec une fondation datée du 12 mars (BRASIL, 2016).

Sous influence européenne, tant depuis la domination portugaise que depuis la période où les Néerlandais ont occupé la région un siècle après sa fondation, Recife, capitale de l'État de Pernambouc, est la plus grande métropole du nord-est du Brésil. Le commerce extérieur a stimulé le développement de la ville à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle et l'architecture hollandaise s'est mêlée à l'urbanisation portugaise, des caractéristiques urbaines qui subsistent encore aujourd'hui dans le centre historique de Recife.<sup>21</sup>

---

<sup>21</sup> RECIFEa. Histoire. Disponible à l'adresse suivante : <http://www2.recife.pe.gov.br/pagina/historia>. Consulté le : 24/03/2022



La population de Recife estimée pour l'année 2021 était de 1 661 017 habitants, soit 17% du total de 9 674 793 personnes estimé dans l'État de Pernambouc pour la même année<sup>22</sup>.

## 5.1. Caractéristiques de la migration

Le mouvement migratoire dans la capitale du Pernambouc n'est pas quelque chose de récent, il porte dans son histoire d'importantes communautés de Juifs, de Palestiniens et de Japonais. Ces déplacements, en général, sont liés à des questions économiques et politiques, confirmant le processus historique de Recife.

La population juive a été accueillie dès le XVIe siècle et, à ce jour, elle est reconnue comme un élément important du développement de la ville. Le grand flux migratoire de la communauté juive s'est produit au 17ème siècle avec des personnes fuyant la péninsule ibérique et l'inquisition religieuse. La communauté japonaise est arrivée au Brésil après la Seconde Guerre mondiale et l'extermination d'Hiroshima et de Nagasaki causée par la bombe nucléaire des États-Unis, qui, rien que la première semaine, a tué environ 100 000 personnes et des milliers d'autres avec de graves problèmes de santé dus à l'exposition aux radiations. En 1950, un accord a été signé entre les gouvernements brésilien et japonais et les familles qui vivaient de l'agriculture ont reçu des terres, dont certaines dans l'État de Pernambuco.

La communauté palestinienne, quant à elle, qui se dit actuellement l'une des plus importantes du Brésil, est arrivée à Recife aux alentours du XIXe siècle. L'anthropologue Hissa Mussa Hazin, qui est également membre de l'Alliance palestinienne de Recife, une association créée en 2014 et qui regroupe les Pernambucains partisans de la cause palestinienne, qu'ils soient descendants ou non, esquisse un contexte historique important de cette migration et de son adaptation.

Lorsque ces personnes sont arrivées de Palestine, elles n'étaient pas palestiniennes car la Palestine n'existait pas encore. La Palestine a commencé à exister en 1922, après la

---

<sup>22</sup> IBGE. Institut brésilien de géographie et de statistique. Panorama de Recife. 2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://cidades.ibge.gov.br/brasil/pe/recife/panorama>. Consulté le : 24/03/2022.



Première Guerre mondiale. Il s'agissait donc d'Arabes qui vivaient sur le territoire qui constitue aujourd'hui la Palestine, bien qu'il soit dominé par Israël, mais aujourd'hui c'est la Palestine, dit Hissa.

La principale raison de l'immigration était d'ordre financier. L'intention était de retourner sur le territoire d'origine après avoir gagné un peu d'argent, mais avec la fin de la Première Guerre mondiale et la victoire de l'Angleterre contre l'Empire ottoman, le retour est devenu de plus en plus dangereux et lointain.

C'était trop risqué. Il n'y avait aucune condition pour qu'ils puissent revenir et vivre en paix. C'est alors que la connexion a commencé : ils ont eu des enfants ici au Brésil, ont commencé à vivre et à habiter ici. Un processus d'assimilation a commencé, a-t-il expliqué.

Pour lui, les membres de la communauté palestinienne de Recife sont devenus des Brésiliens. "L'assimilation est exactement ça. Vous commencez à vous sentir comme un Brésilien et vous ne vous sentez plus comme un Palestinien. C'est comme si la Palestine ne vous concernait plus. Une grande partie de la communauté ici à Recife est passée par ce processus".

Selon Hazin, un facteur déterminant pour l'intégration de cette communauté était la religion, puisque cette population venant de Belem, était majoritairement chrétienne (et non musulmane comme dans le cas de la migration vers le sud du pays déjà au 20ème siècle). En outre, la nourriture brésilienne, le goût pour la musique locale, la perte des racines musicales et le contact quasi inexistant avec les proches en Palestine ont également été des facteurs déterminants dans les processus culturels.

Au cours des trois premières décennies du siècle dernier, les Palestiniens ont occupé des dizaines de petites boutiques dans le quartier de São José, dans le centre de Recife. Le



marché municipal du quartier - qui est à ce jour le plus grand marché public de la ville - est devenu un point de rencontre pour la colonie. À l'époque, l'endroit était une sorte de centre commercial, le lieu de prédilection de l'élite locale 53 pour acheter des bobines de fil, des cosmétiques, des tissus, des épices sophistiquées, des bijoux ou des parfums. Enfin, dans les années 2000, la ville a fait passer pour susciter l'intérêt des Chinois, principalement de Fujian, Guangdong, Zhejiang et Taïwan.

### **Caractéristiques de la migration contemporaine**

Bien qu'ayant des motivations similaires, l'arrivée dans le pays des Juifs, des Palestiniens, des Japonais et des Chinois s'est faite dans des contextes économiques et politiques différents et, actuellement, il est déjà possible de voir ces migrants intégrés dans la ville.

Récemment, Recife a commencé à recevoir différents flux internationaux. La ville se distingue aujourd'hui par le fait qu'elle est une destination majeure des personnes venant de pays africains, principalement de pays lusophones (PALOP) tels que la Guinée-Bissau, le Mozambique, le Cap-Vert, entre autres. Ces pays sont également majoritaires lorsque l'on parle des migrants qui arrivent dans la ville par le biais d'accords universitaires.

L'ambassadeur du Cap-Vert, Daniel Pereira, lors d'une conférence à Recife le 26 mai 2011 intitulée "Nouveaux partenariats pour le développement de l'Afrique" a assuré que dans les dernières décennies du vingtième siècle, l'Afrique et le Brésil ont étendu les accords de coopération bilatérale fournissant un flux constant de personnes avec des intérêts différents. La population africaine la plus importante au Brésil est liée aux établissements d'enseignement publics et privés, tandis que l'Afrique importe du Brésil des entreprises, des usines et des entrepreneurs dans différents domaines d'activité, ainsi que des produits industriels et médiatiques.<sup>23</sup>

Un autre groupe qui revêt une importance particulière dans la migration contemporaine à Recife est celui des Sénégalais. À la mi-2014, lors d'un moment

---

<sup>23</sup> Cham, Ismael. Africa away from home : sociabilité, transit et connexions parmi les étudiants africains au Brésil. Page 19. Disponible sur <https://repositorio.ufpe.br/bitstream/123456789/11353/1/it.pdf>



REDE SEM FRONTEIRAS

économique favorable, la communauté a vu dans le pays une bonne destination pour réaliser les activités qu'elle exerce traditionnellement : le commerce. Déjà en 2015, cette communauté a enregistré le plus grand nombre de demandes de procès pour le statut de réfugié au ministère brésilien de la Justice, environ 2 287 demandes.

Selon le politologue et spécialiste des relations internationales Thales Castro, cet attrait pour le Brésil est dû aux changements politiques et aux investissements que le pays a encouragés au cours de la dernière décennie, notamment dans le domaine des relations extérieures. Il est important de souligner dans ce contexte que, à partir de 2003, le pays dans son ensemble a connu une augmentation du flux migratoire en provenance des pays africains. "A Dakar, la capitale du Sénégal, la référence qu'ils avaient du Brésil était le gouvernement Lula. On a donc créé une image du Brésil comme modèle pour sortir de la pauvreté", commente Thales.

Le projet Special Passage a réalisé un important travail journalistique en 2016 en traçant une carte de la présence des immigrants sénégalais à Recife. Entre Caíque Batista et Eduarda Esteves, les reporters responsables du projet, ont attiré l'attention sur le sauvetage historique qu'ils ont réalisé. Selon leurs recherches, les relations entre le Sénégal et Pernambuco ne sont pas récentes et ont des racines plus profondes qu'on ne le suppose, et ne se limitent pas à l'aspect économique. Le pays africain et l'État brésilien sont tous deux situés dans des régions côtières d'Afrique et d'Amérique du Sud. Le président de l'Association des Sénégalais du Nord-Est, Amadou Touré, affirme que le Pernambouc a toujours suscité l'intérêt des Sénégalais. Les traces écrites de l'histoire des grands dirigeants de la nation sénégalaise révèlent que le Pernambouc était déjà mentionné dans l'histoire du pays à la fin du 19e siècle et qu'il suscite encore aujourd'hui la curiosité de la population.

Le Sénégal a une grande tradition de maintien de l'histoire orale, à travers les Griôs, qui sont des professionnels formés entre générations de familles pour devenir des historiens oraux. C'est pourquoi, plus d'un siècle plus tard, Amadou affirme qu'aujourd'hui encore, les habitants de la région reconnaissent le nom de Pernambuco et plaisantent entre eux sur le possible passage du religieux ou du bateau par la terre de Pernambuco.



REDE SEM FRONTEIRAS

Bien que la réciproque ne soit pas forcément vraie, les similitudes culturelles ont été identifiées et valorisées par le gouvernement, si bien qu'en novembre 2012, un accord a été signé entre Recife et Dakar, faisant d'elles des " villes sœurs ". Le Sénégal est le seul pays du continent africain à avoir un consulat à Pernambuco.

Plus récemment, la capitale du Pernambouc est devenue la destination des Vénézuéliens non indigènes et des indigènes Warao, ce qui a considérablement modifié toute la configuration des politiques publiques de la ville. La population non autochtone est arrivée dans la ville par le biais du gouvernement fédéral et de son projet Acolhida, fin 2018. Le gouvernement municipal, en collaboration avec l'organisation Caritas, a loué des logements temporaires en plus d'effectuer les inscriptions nécessaires pour accéder aux programmes sociaux du gouvernement.

En raison du bon résultat de cet accueil, la ville est également devenue une cible pour les migrants Waraos, qui ont commencé à arriver en grands groupes, de manière désordonnée, dans une demande dite " spontanée ", apportant de nouveaux défis et difficultés au Pouvoir Public qui n'avaient pas été expérimentés jusqu'alors avec des groupes de migrants non indigènes.

Selon le conseiller Ivan Moraes, les Waraos ont utilisé des stratégies pour être perçus différemment de celles habituellement adoptées par les personnes d'autres nationalités. Alors que les migrants d'autres pays, comme le Sénégal, cherchaient à entrer sur le marché du travail informel et, à partir de là, à réussir à se reproduire socialement et économiquement, les Waraos cherchaient la visibilité en occupant les espaces publics, comme les rues et les coins de rue, avec des affiches demandant des dons et des contributions pour pour survivre, leur vie étant marquée par la mendicité, comme l'a exprimé le conseiller

(...) avant la quarantaine, la vague migratoire vénézuélienne est arrivée à Recife. Trente sont arrivés, puis 50 autres et il y a la communauté avec quelques dizaines, qui sont venus en situation de mendicité et ont occupé l'espace public de



REDE SEM FRONTEIRAS

manière visible, en allant aux coins des rues avec des pancartes et en attirant l'attention de la société civile de Recife.

## **5.2. Législation migratoire et structures de participation et de garantie des droits**

Avant l'arrivée massive de la migration vénézuélienne, les migrants nouvellement arrivés à Recife avaient l'habitude de s'adresser au Centre de référence pour l'assistance sociale (CRAS) du territoire. Selon la secrétaire aux droits de l'homme de Recife, Elizabete Godinho, environ 100 personnes et 27 familles sont actuellement assistées, réparties entre les nationalités suivantes : 79 Vénézuéliens, 9 Cubains, 4 Péruviens et 8 Brésiliens d'autres régions.

Ces groupes sont alors pris en charge et suivis par le réseau public et, en fonction de leurs demandes familiales, ils ont accès à des prestations sociales leur permettant d'atteindre leur autonomie. En raison de leur niveau de scolarité, ils ont rapidement été orientés vers des cours professionnels et des agences pour l'emploi. Ainsi, la permanence de la politique d'assistance était autrefois de plus courte durée.

### **Le processus d'accueil des migrants entre 2016 et 2021 et la reconnaissance de la nécessité de structurer une politique fondée sur les droits de l'homme**

Selon le secrétariat municipal aux droits de l'homme de Recife, la ville était l'une des principales destinations de l'"Opération Acolhida". En 2016, le gouvernement fédéral, par le biais du ministère du Développement social, a convoqué une réunion à Brasília afin de discuter du processus d'internalisation de ces migrants à travers le pays. Certaines municipalités accueillaient déjà la population réfugiée, et la ville de Recife, grâce à l'accompagnement de Cáritas, allait également faire partie de ce projet. Très vite, la nécessité d'organiser des politiques sociales s'est manifestée.



Les premiers renvois de migrants à Recife indiquaient déjà la nécessité de créer un groupe de travail qui impliquerait les principales politiques publiques de santé, d'éducation et d'assistance sociale afin de mieux servir la population migrante. Dans le même temps, un début d'institutionnalisation du Comité d'État a été mis en place.

Comité d'État qui s'occupe des questions relatives aux migrants et réfugiés apatrides (COMIGRAR) et qui réunit un groupe d'institutions impliquant la société civile, le pouvoir public et la société civile. entités fédératives, qui ont été constituées en blocs avant les questions de soins pour les projets d'aménagement intérieur.

Recife, à l'instar des autres capitales, connaît également de graves problèmes de vulnérabilité sociale. Bien qu'il soit possible d'identifier certains repères juridiques, l'inexistence d'une politique nationale consolidée fait que de nombreuses demandes qui devraient être satisfaites par des politiques publiques fédérales ou étatiques, tombent sous la responsabilité de la municipalité, qui à son tour n'a pas la capacité et même pas la compétence juridique ou légale pour les résoudre, surtout en ce qui concerne les questions documentaires.

Un exemple donné par la secrétaire exécutive pour les droits de l'homme de la municipalité de Recife, Elizabete Godinho, concerne le premier groupe reçu par internalisation. Bien que sur leur territoire d'origine, ils travaillaient en tant que professionnels libéraux ou possédaient un diplôme universitaire, au Brésil, ils n'étaient pas autorisés à travailler régulièrement, principalement en raison de l'absence de validation de leurs diplômes, ce qui entravait l'insertion économique de ces groupes sur le marché du travail.

Dans ce scénario, l'assistance sociale a été impliquée à l'arrière-garde du projet d'internalisation, une fois qu'il y avait une période de loyer garantie pour certaines familles, et même avec l'action de Caritas qui a dirigé les ressources reçues par le biais d'un appel à projets international pour travailler avec cette population, on savait qu'à la fin de cette aide financière, cette demande tomberait sous l'assistance sociale de la municipalité.

C'est au cours de l'année 2018 que le premier groupe pour l'internalisation a été reçu: environ 25 familles, comptant 117 personnes. La politique d'assistance sociale, en





REDE SEM FRONTEIRAS

partenariat avec Caritas, a travaillé à la mise en place de sa propre équipe avec deux travailleurs sociaux et un psychologue, afin d'accompagner les familles nouvellement arrivées. Les maisons louées par l'intermédiaire de Caritas, faisaient partie des régions administratives politiques (RPA) 1 et 2, la 1 se trouvant plus au centre et la 2 à Campina do Barreto. Ces équipes d'assistants et de psychologues ont été affectées au CRAS dans le RPA 2. En 2021, grâce à un partenariat entre le gouvernement de l'État de Pernambuco et Caritas, il a également été possible de mener d'autres actions d'urgence.

L'articulation du Registre unifié (CadÚnico) a été organisée dès le premier groupe internalisé, puisque pour accéder à tous les services publics, l'inscription au registre doit être la première étape. À cette fin, un effort commun a été réalisé, tant pour la documentation que pour expliquer ce qu'est le CadÚnico, son importance et la manière de l'utiliser. Des renvois et des inscriptions ont également été effectués en matière de santé et d'éducation.

Les migrants ayant une qualification technique quelconque étaient orientés vers une agence pour l'emploi. Les migrants qui possédaient une qualification technique quelconque étaient orientés vers une agence pour l'emploi afin d'être enregistrés. Il y a également eu une action de la part du secrétariat de la culture et des loisirs pour présenter la ville de Recife, indiquant les attractions gratuites de la ville. Les familles qui ont été envoyées à la municipalité en partenariat avec Caritas ont reçu la visite hebdomadaire de l'assistance sociale. Les familles ont été orientées vers les résidences fournies par la municipalité en partenariat avec Caritas et ont reçu la visite hebdomadaire de l'équipe d'assistance sociale pour les suivis nécessaires.

Une attention particulière a également été accordée aux personnes lesbiennes, gays, transgenres, travestis, queers, intersexes, asexuelles et autres variations de la sexualité (LGBTQIA+), en soulignant le respect et l'autonomie de la diversité et de la pluralité des genres. Selon Rosângela Fontes, du SEDH, grâce à leur scolarisation, le groupe a réussi à s'insérer dans certains cours professionnels en plus du placement sur le marché du travail, facilitant ainsi la réalisation de leur autonomie.

Les participants au programme ont reçu (et reçoivent toujours) des soins psychologiques, juridiques et autres à la Maison des droits. La population migrante rapporte



REDE SEM FRONTEIRAS

que la recherche d'un emploi a été difficile. Les difficultés rencontrées vont de la langue aux préjugés à l'encontre des migrants, notamment dans le contexte de l'hostilité accrue des Brésiliens à l'égard des Vénézuéliens, en passant par le taux de chômage élevé dans la capitale du Pernambouc. Selon l'enquête nationale par sondage auprès des ménages (Pnad), publiée par l'Institut brésilien de géographie et de statistique (IBGE) en novembre 2019, Pernambuco est la capitale où le taux de chômage est le plus élevé parmi les 27 que compte le Brésil. Recife compte 147 300 chômeurs. Ce nombre représente 17,4 % de la population active.

Afin de réduire l'impact négatif sur les réfugiés, une action promue par le Secrétariat pour le développement social, la jeunesse, la politique des drogues et les droits de l'homme de Recife, le Secrétariat municipal de la santé et le Secrétariat pour le développement durable et l'environnement a été identifiée en relation avec l'assistance des représentants de 35 familles vénézuéliennes dans la Maison des droits. Là, les immigrants ont pu accéder à une orientation essentielle comme l'accès au réseau de santé publique et l'inscription pour bénéficier des programmes sociaux du gouvernement fédéral comme la Bolsa Família, qui est apparue comme l'une des principales aides pour les Vénézuéliens interrogés.

Les migrants vénézuéliens qui étaient hébergés par les maisons de transition, c'est-à-dire qui n'avaient pas besoin de payer de loyer, disposaient d'une plus grande autonomie dans l'utilisation de l'argent reçu des allocations familiales, ce qui leur permettait d'envoyer des sommes d'argent à d e s proches au Venezuela ou même d'acquérir du matériel pour effectuer un travail autonome, comme un flash pour un appareil photo ou des produits de coiffure.

Cependant, selon l'entretien réalisé avec le Secrétariat exécutif municipal des droits de l'homme, le contexte de la migration vénézuélienne dans la ville n'est pas homogène, étant donné qu'il existe deux moments différents, concernant les Vénézuéliens non indigènes et le peuple indigène Warao, qui ont présenté des problèmes différents et ont nécessité des actions différenciées de la part des autorités publiques.

Alors que les premiers ont été accueillis dans le cadre de l'opération Acolhida du gouvernement fédéral, les Waraos sont arrivés dans la ville de manière désordonnée et il a



REDE SEM FRONTEIRAS

donc fallu du temps pour les identifier, car il s'agissait de quelque chose de très spécifique et d'une culture qu'ils ne connaissaient pas.

Le Secrétariat des Droits de l'Homme a informé que par rapport à ces groupes, qui sont arrivés en grand nombre dans la ville, étant donné que les familles sont nombreuses, les premières mesures effectives étaient liées à l'assistance sociale et à la demande de logement. Par conséquent, il a été sous-entendu à la municipalité la nécessité d'organiser des actions avec l'objectif de garantir la présence effective de cette population.

Beaucoup de Waraos ont été identifiés dans la rue, mendiant de l'argent et avec des enfants. Puis on a découvert qu'ils s'étaient organisés pour louer deux maisons, directement avec les propriétaires. L'équipe qui avait été mise en place pour s'occuper du groupe de Vénézuéliens internalisés a ensuite été déplacée pour assurer la prise en charge et le suivi de ces personnes. Toute l'identification et la documentation ont été faites. Comme ils venaient d'autres États, beaucoup avaient déjà le Registre unifié, mais il était nécessaire de le mettre à jour pour Recife. Il y a aussi les situations des enfants nés pendant leur pèlerinage à Recife, c'est-à-dire que beaucoup d'entre eux n'avaient même pas de registre. Il fallait également l'organiser. Par conséquent, un effort conjoint a été fait avec d'autres organes tels que la police fédérale et le bureau du défenseur public. La création de ce comité a permis la représentation de tous les organes, où les solutions et les orientations nécessaires ont été discutées.

Le secrétaire rapporte que la situation n'a pas été facile. La municipalité et la société civile ont exercé une forte pression pour résoudre une situation qu'elles découvraient également. Il n'a pas été possible de donner une réponse rapide comme on le demandait. Cependant, en tant que secrétariat municipal, il y avait toujours le soutien du Secrétariat des droits de l'homme, de la santé et de l'éducation.

La construction de cette politique d'accueil a duré environ un an, jusqu'à ce qu'en 2020 la pandémie vienne ajouter d'autres couches de difficultés. Une grande partie de ce qui avait été fait, notamment en matière d'éducation, a été interrompue. Les enfants ne pouvaient pas aller à l'école et il était nécessaire de mener des actions visant la santé, la



REDE SEM FRONTEIRAS

vaccination, les maladies de la peau, le suivi des personnes âgées et des femmes enceintes. Tout un travail avec les postes de référence pour les cartes du système unifié de santé (SUS).

Au début de la pandémie, la proposition d'une institution à travers les paramètres de l'assistance sociale pour la prise en charge de ces groupes, en prenant de ces groupes, en tenant compte des données anthropologiques et ancestrales qui, d'une certaine manière, allait à l'encontre des formats bureaucratiques de l'État, de l'administration et de la société. de l'État, de la manière même d'agir des politiques publiques. Les soins de santé, par exemple, sont un aspect très important car les Waraos ont une façon très différente de traiter les questions de santé alors que le SUS a ses propres mécanismes et, il a fallu du temps pour adapter et approfondir cette connaissance anthropologique et sociologique de ces groupes.

L'établissement de liens entre les agents du gouvernement local et les Vénézuéliens a été une tâche ardue, tant en raison de la difficulté d'établir une communication due aux limitations linguistiques, puisque les agents du gouvernement municipal local ne maîtrisaient pas la langue espagnole, ni le warao (parlé par les indigènes), que de la méfiance et de l'incertitude de la population vénézuélienne quant au type d'accueil qu'elle recevrait, comme l'a souligné le conseiller Ivan Moraes.

Nous nous sommes impliqués avec eux parce qu'il était très difficile pour la municipalité de les approcher ; peu de gens parlaient espagnol. Ils avaient très peur que le gouvernement les retire de l'endroit où ils se trouvaient, ils étaient très résistants à l'accès de l'administration publique.

Afin de réduire les impacts subis par la population migrante et réfugiée, l'action municipale s'est déroulée de manière intersectorielle et intersectorielle, impliquant les secrétariats municipaux pour le développement social, la jeunesse, la politique des drogues et les droits de l'homme de Recife, pour la santé et pour le développement durable et l'environnement.



REDE SEM FRONTEIRAS

Dans ce contexte d'action orientée vers l'accueil et la tentative d'intégration socio-économique de la population migrante sur le territoire actuel, la performance de la société civile en matière de migration à Recife, mais aussi dans l'état de Pernambuco, mérite d'être soulignée, comme on le verra ci-dessous. Les initiatives entreprises par les organisations et institutions non gouvernementales, en partenariat ou non avec le gouvernement, ont représenté l'accès aux droits fondamentaux tels que le logement, la prise en charge sociale et psychologique et la qualification pour la génération de revenus.

Cáritas, comme déjà mentionné, a signé en 2021 un accord de collaboration pour la mise en œuvre du service d'hébergement institutionnel d'urgence avec le gouvernement de l'État de Pernambuco. Des résidences ont été louées, situées dans les régions politiques administratives 1 et 2 de Recife, la première étant située près du centre ville, et la seconde, à Campina do Barreto.

Le projet prévoit la location de propriétés pour que les migrants Warao puissent y vivre avec leur famille. Les résidences doivent contenir un maximum de dix personnes, à l'exception des familles dont le nombre de membres est plus élevé, car elles doivent être maintenues dans un seul noyau familial. En outre, ils doivent garantir un mobilier et trois repas par jour, ainsi que le respect des coutumes, des croyances et de la culture. La convention avec les pouvoirs publics a déjà été renouvelée pour 2022, donc, au moins jusqu'à la fin de cette année, le logement est garanti.

### **Organisation politique société civile**

En ce qui concerne les groupes africains, assez expressifs dans la région, il est possible de trouver un bon degré d'organisation politique. Le Bureau d'assistance à la citoyenneté africaine de Pernambuco (Eacape), créé en 2012, est une réponse à la préoccupation croissante concernant le bon traitement des immigrants.

Au moment de sa création, le directeur du bureau, Altino Mulungu, a fait état de l'écart entre les politiques publiques



**REDE SEM FRONTEIRAS**

visant à répondre aux demandes des immigrants. Le Bureau d'assistance à la citoyenneté africaine en PE (EACAPE) travaille depuis dix ans avec la loi sur la migration à Pernambuco. Nous avons deux axes de migration africaine. La première est la migration académique, composée d'étudiants étrangers originaires de pays africains à l'UFPE, l'UFRPE et l'Unicap. Le deuxième axe est la migration économique, celle des Sénégalais et des Angolais. Altino Mulungu dans une interview avec Danielle Menezes.

En ce qui concerne les partenariats, le message suivant permet d'identifier

Aujourd'hui, mercredi 29 décembre 2021, le Bureau d'Assistance à la Citoyenneté Africaine en PE (EACAPE) achève (10) dix ans de défense et de promotion des droits fondamentaux des migrants économiques et universitaires en PE. Nous remercions COMIGRAR, OAB/PE, DPU (PE), DPE, MPPE, Société Consulaire de PE, Secrétariat de la Justice et des Droits de l'Homme de PE, Secrétariat Exécutif des Droits de l'Homme de la Mairie de Recife, Assemblée Législative de PE (Commission des Affaires Internationales) pour l'alignement et le partage dans la fourniture des demandes migratoires, Câmara de Vereadores do Recife (Commission des droits de l'homme), FPFS (Federação Pernambucana de Futsal), Unicap (présidence de la Câmara Dom Hélder et Neabi), Faculdade Damas (Clinique des droits de l'homme), UFPE (Neab et PEC-G - Graduation Student Agreement Program), Associação Senegalesa do Nordeste, GADE, ONG África do Coração (SP) et Comunidade Angolana de Recife.



REDE SEM FRONTEIRAS

Altino Mulungu a également souligné que "Pernambuco ne dispose toujours pas de politiques publiques destinées aux immigrants, c'est pourquoi le COMIGRAR (Comité de soutien aux immigrants et aux réfugiés) est né pour répondre à ces demandes migratoires".

Amadou Touré, à son tour, a indiqué qu'André Carneiro Leão, le défenseur public de l'Union, est le "principal partenaire" des migrants.

Le docteur André a déjà effectué un travail commun pour régulariser le statut des Sénégalais et en moins d'un mois, ils ont tous reçu leurs documents. Il nous soutient pour tout ce dont nous avons besoin. Il a également prévu un avocat commis d'office pour répondre à toutes les questions, les doutes et les problèmes qu'ils peuvent avoir.

En 2014, le Secrétariat de la justice et des droits de l'homme de Pernambouc a annoncé la création d'un centre de référence pour les immigrants, dont l'ouverture était prévue en 2015, mais la création effective n'a pas été identifiée dans la recherche. News a rapporté qu'en 2018, il y a eu la création de la "Maison des droits" un partenariat entre Cáritas Brasileira Regional Nordeste 2 avec Cáritas Suisse, le Département d'État des États-Unis (PRM) et l'Institut Humanitas (IHU) de l'Université catholique de Pernambuco (Unicap) et cela semble être arrivé plus à cause de la question de la migration vénézuélienne.

### **Comité interinstitutionnel pour la promotion des droits des réfugiés, des migrants et des apatrides (COMIGRAR/PE)**

Comme mentionné précédemment, c'est après que Recife a rejoint le programme Acolhida que les difficultés rencontrées par le pouvoir public dans l'intégration de la population migrante sont devenues plus évidentes. Ainsi, un comité d'État a été créé, le



Comité interinstitutionnel pour la promotion des droits des personnes en situation de refuge, de migration et d'apatridie (COMIGRAR/PE), composé d'un ensemble d'organisations et d'institutions de la société civile, du pouvoir public et des entités fédérales qui se sont réunies pour agir sur les questions de migration. Officiellement, Recife fait partie de COMIGRAR depuis le 15 octobre 2019, par le biais de ses secrétariats municipaux<sup>24</sup>

Tel que mentionné par le conseiller Ivan Moraes et son conseiller Luana Varejão, outre les secrétariats municipaux et le Bureau du défenseur public de l'État de Pernambuco, l'Ordre des avocats brésilien (OAB), Cáritas Arquidiocesana de Olinda et Recife, l'Université catholique de Pernambuco, Conectas et Visão Mundial sont également membres du Comité, en tant que représentants d'organisations et institutions de la société civile. En plus d'autres institutions mentionnées par le représentant de Cáritas, à savoir : Aldeias Infantis SOS Brasil ; Association Sénégalaise du Nord-Est ; Caritas Brésilien Nord-Est Régional 2 ; Collectif des femmes défenseures de la Droits humains; Conseil de psychologie de Pernambuco – CRP -PE ; Bureau d'Assistance à la Citoyenneté Africaine à Pernambuco – EACAPE ; Institut d'Appui au Développement et à l'Inclusion Sociale – IADIS (Projet CECASIMI -PE) ; Instituto José Ricardo – pour le bien de la diversité ; Service œcuménique de militantisme dans les prisons – TOUJOURS; Service Pastoral des Migrants du Nord-Est – SPM-NE ; Université catholique de Pernambuco – UNICAP et World Vision Brazil.

### **Contexte politique : Approbation de la loi sur les municipalités 18.798**

C'est dans ce contexte de mise en œuvre d'actions d'urgence, sans l'existence d'un point de référence approprié pour guider les actions des autorités publiques locales, que le texte du projet de loi sur les migrations approuvé à João Pessoa, la capitale de l'État limitrophe de Pernambuco, a été présenté au conseiller Ivan Moraes et à sa conseillère Luana Varejão. Présenté par un chercheur anthropologue de l'Université fédérale de Paraíba,

---

<sup>24</sup> GROUPE JCPM. Les pays s'unissent pour résoudre la situation des Vénézuéliens à Recife. Disponible sur : <https://jc.ne10.uol.com.br/canal/politica/pernambuco/noticia/2019/10/15/poderes-se-unem-para-resolver-situacao-dos-venezuelanos-no-recife-390609.php>. Consulté le : 24/03/2022.





il a été compris qu'il était nécessaire de structurer des politiques orientées vers la question migratoire à Recife également.

De même, le Secrétariat de l'assistance sociale a demandé le soutien du Comité pour diriger les premières actions d'accueil des migrants à Recife. COMIGRAR/PE a joué un rôle important dans le processus de rédaction du projet de loi n° 198/2020 du 5 novembre 2020, qui a été présenté au conseil municipal de Recife par le conseiller Ivan Moraes pour approbation. Le PL "jette les bases de l'élaboration de la "Politique municipale pour la promotion des droits des migrants et des réfugiés" dans la municipalité de Recife"<sup>25</sup>, qui a abouti à la loi municipale n° 18.798, du 20 mai 2021<sup>26</sup>.

Comme l'a rapporté Luana Varejão, le Comité a été consulté pour la construction du texte qui sera présenté au Conseil municipal.

Nous avons envoyé [le projet de loi] à certains camarades qui font partie de la commission, pour qu'ils l'analysent, pour voir s'ils avaient des contributions, des modifications à apporter sur la base de la proposition qui avait été faite à partir du texte d'Emerson [le projet de loi de João Pessoa] et nous avons déjà fait quelques adaptations et, à partir de là, nous avons protocolé le projet de loi.

Cependant, le processus de rédaction du PL a nécessité certaines lectures pour son élaboration et son approbation. Compte tenu de la configuration conservatrice du contexte politique de Recife, dans lequel le conseiller Ivan Moraes est configuré comme un opposant à la gestion actuelle, la stratégie adoptée pour l'approbation du texte présenté a été de relativiser, sans faire de mention directe des obligations envers la municipalité. Ainsi, le fil

---

<sup>25</sup> RECIFEb. Projet de loi ordinaire 198/2020. 2020. Disponible à l'adresse : [https://sapl.recife.pe.leg.br/consultas/materia/materia\\_mostrar\\_proc?cod\\_materia=102360](https://sapl.recife.pe.leg.br/consultas/materia/materia_mostrar_proc?cod_materia=102360). Consulté le 24/03/2022.

<sup>26</sup> RECIFEc. Droit Municipalités n° 18.798, de 20 de Mai de 2021. Disponible sur à l'adresse : <https://leismunicipais.com.br/a/pe/r/recife/leiordinaria/2021/1880/18798/lei-ordinaria-n-18798-2021-institui-as-bases-para-elaboracao-da-politicamunicipal-de-promocao-dos-direitos-dos-migrantes-e-refugiados-no-municipio-do-recife>. Accès : 24/03/2022.



REDE SEM FRONTEIRAS

conducteur utilisé dans l'écriture a été l'utilisation d'un temps verbal qui s'est approché d'une forme suggestive et autoritaire, dans le sens de signaler ce que la municipalité " pourrait " développer et non ce qu'elle " devrait " mettre en œuvre, comme le mentionne Luana Varejão

Le conseil municipal de Recife est très conservateur dans l'approbation des projets de loi, [comme] la commission de la législation et de la justice et la commission des finances du conseil municipal, il est très limité dans les propositions que le conseiller [Ivan Moraes] peut faire. Il n'y a donc pas beaucoup de place pour l'approbation. À l'époque, nous avons dû changer un peu la façon dont la loi [Projeto de Lei Ordinária] était rédigée pour la rendre plus autoritaire, nous avons dû changer le temps des verbes. Par exemple, au lieu de dire que la municipalité devrait faire telle ou telle chose, la municipalité pourrait... Il est donc devenu plus suggestif, plus autoritaire.

L'objectif de la présentation d'un texte qui relativise les éventuelles obligations de la municipalité dans le PL était de garantir l'institutionnalisation de la question migratoire, en insérant la question dans la sphère législative municipale afin que, après son approbation, elle puisse être utilisée comme un mécanisme de contrôle et de collecte, comme l'ajoute Luana Varejão.

(...) alors nous pourrions soulever ce débat sur la possibilité, sur la question de l'importance de la politique municipale des immigrants réfugiés, d'approuver une loi qui serait alors également un mécanisme de collecte.



Malgré cela, face à un regard critique sur le contexte politique et avec une stratégie de rédaction plus subjective, la loi municipale a été approuvée avec le veto du seul article qui attribuait certaines responsabilités à la municipalité. Il s'agit du sixième article, dont le texte peut être consulté dans le tableau ci-dessous.

Article ayant fait l'objet d'un veto de la loi municipale n° 18.798 du 20 mai 2021 établissant les bases de l'élaboration de la "politique municipale de promotion des droits des migrants et des réfugiés" dans la municipalité de Recife.

67

Art. 6 Le Pouvoir Public Municipal, dans le but d'assurer un service qualifié aux migrants et aux réfugiés dans le cadre des services publics municipaux, peut effectuer les actions administratives suivantes, en plus d'autres qu'il juge appropriées :

I - la formation des agents publics visant :

- a) la sensibilisation à la réalité de la migration à Recife, avec des conseils sur les droits de l'homme et les droits des migrants et des réfugiés conformément à la législation pertinente
- b) l'interculturalité des langues, en mettant l'accent sur les établissements qui fournissent le plus grand nombre de services aux migrants et aux réfugiés.

II - formation de conseillers de tutelle pour la protection des enfants et adolescents migrants et réfugiés et de leurs descendants nés au Brésil ;

III - former le réseau éducatif municipal pour qu'il s'occupe des enfants, des adolescents, des jeunes et des adultes migrants et réfugiés en fonction de leur identité ethnoculturelle ;

IV - la désignation de médiateurs culturels dans les structures publiques accueillant le plus grand nombre de migrants et de réfugiés pour faciliter la communication entre les professionnels et les usagers ;



REDE SEM FRONTEIRAS

V - la formation des professionnels des centres de référence de l'assistance sociale à la législation relative aux droits des migrants et des réfugiés ;

VI - la création de centres de référence spécifiquement destinés à fournir une assistance aux migrants et aux réfugiés, ou l'adaptation des centres de référence existants afin qu'ils puissent fournir, dans des ailes spéciales, les services visés au caput, visant à fournir des services d'accueil social et à articuler l'accès à d'autres services publics ; et

VII - établir des partenariats avec des organismes et/ou des entités d'autres sphères fédérales pour promouvoir l'inclusion des migrants et des réfugiés, ainsi que pour accélérer la délivrance des documents.

Cependant, si, d'un côté, on critique le fait que la loi municipale sur la question de la migration ne couvre pas les responsabilités concrètes, de l'autre, son approbation est considérée comme une réussite. Sur cette base, il est possible de progresser vers l'institutionnalisation locale, l'accueil et la reconnaissance des migrants à Recife. Ainsi, la prochaine étape à franchir, selon le conseiller Ivan Moraes, est la réglementation de la politique municipale pour réguler la question de la migration à Recife.

### **Actions de la société civile pour la cause des migrants à Recife**

Il est possible de constater qu'à Recife, la performance de la société civile sur les questions de migration est diverse et opère sur différents fronts d'action, comme cela sera présenté dans ce qui suit.

**Projet CECASIMI : le travail de la Fondation Apolônio Salles pour le développement éducatif - FADURPE**



Le projet CECASIMI, promu par la Fundação Antônio Salles de Desenvolvimento Educacional (FADURPE), une entité de soutien de l'Université Federal Rural de Pernambuco - UFRPE, vise l'insertion sociale, professionnelle et productive des migrants vivant à Recife et dans la région métropolitaine<sup>27</sup>.

Les actions proposées par le projet CECASIMI s'adressent aux migrants, aux réfugiés et aux apatrides qui sont victimes de racisme ou de tout type de discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ethnie, la religion ou l'origine et qui sont exposés à diverses situations de vulnérabilité. L'objectif est de promouvoir le développement humain, social et professionnel par le biais d'une formation à la coexistence quotidienne interactive et positive, par le biais de la communication interpersonnelle, de l'apprentissage de la langue portugaise, de l'insertion socioculturelle locale sur le territoire de Recife et de Pernambuco ; ainsi que des pratiques sociales, du contexte historique et des notions de la législation brésilienne, couvrant les droits et devoirs. Le projet prévoit également un soutien aux étudiants pour leur insertion dans le réseau de protection sociale et de santé<sup>28</sup>

Une autre forme d'action du projet est liée à la contribution à la structuration des politiques publiques destinées aux migrants, aux réfugiés et aux apatrides, puisque les données statistiques de la population migrante participant au projet sont partagées et peuvent subventionner la consolidation de politiques publiques affirmées<sup>29</sup>.

### **La Maison des droits de Recife : action conjointe entre le pouvoir public et la société civile dans l'aide humanitaire aux migrants et aux réfugiés**

La Maison des droits<sup>30</sup> est un centre de référence pour les migrants de toute nationalité locale qui permet la cohabitation, promeut la formation, l'assistance

---

<sup>27</sup> FADURPE. Fundação Apolônio Salles pour le développement de l'éducation. Le projet CECASIMI reçoit un EAD. 2020. Disponible sur à l'adresse : <http://www.fadurpe.com.br/noticias/74/projeto-cecasimi-ganha-versao-ead> . Consulté le : 27/03/2022

<sup>28</sup> Ibid.

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> La Maison des droits est située, en plus de Recife, dans six autres capitales brésiliennes, à savoir : Boa Vista, Porto Velho, Brasília, São Paulo, Curitiba et Florianópolis (DPU, 2018).



psychosociale et les conseils et formations juridiques. L'équipe est composée de psychologues, de travailleurs sociaux, d'éducateurs sociaux et de conseillers juridiques<sup>31</sup>.

À Recife, la Maison des droits a été inaugurée en décembre 2018 grâce à un accord entre Caritas Brasileira Regional Northeast 2 et l'Université catholique de Pernambuco (Unicap). Les autorités publiques ont été des partenaires actifs au cours de la première année de mise en œuvre de la Maison, elles reçoivent actuellement les demandes faites par l'équipe de Caritas et donnent suite à leurs demandes auprès du public.

Depuis son inauguration, une série d'actions ont été développées par la Maison des droits et d'importants partenariats ont été établis. Les actions ont impliqué la mobilisation et la sensibilisation des dons par le secteur de la publicité et de la communication ; la permanence psychologique et le soutien du secteur des sciences biologiques et de la santé de l'IHU/Unicap. Il convient également de souligner les partenariats avec le Centre d'intégration entreprise-école (CIEE), avec des formations pour le marché du travail, et avec l'IHU/unicap, qui a proposé des cours sur les questions juridiques, la législation brésilienne et le droit international, le portugais et le design industriel<sup>32</sup>

### **Casa da Migrante Irmã Adélia : une initiative locale de la société civile pour l'accueil des migrants et des réfugiés du Venezuela**

Inspirée par la trajectoire de Sœur Adélia, la Maison des migrants Sœur Adélia a été inaugurée en septembre 2021. Situé à Vila Santa Luzia, Bairro da Torre, à Recife, l'espace a été accordé par l'Institut des religieux de l'instruction chrétienne, par l'intermédiaire du centre social Dom João Costa<sup>33</sup>.

---

<sup>31</sup> CÁRITASa. Programa Pana para acción con migrantes y refugiados. 2022. Disponible à l'adresse suivante : [70 https://caritas.org.br/projeto/3](https://caritas.org.br/projeto/3). Consulté le : 27/03/2022.

<sup>32</sup> CARITASb. Réponse à la crise humanitaire Brésil - Venezuela. Disponible à l'adresse : <https://escola.mpu.mp.br/h/rede-de-capacitacao-a-refugiados-e-migrantes/atividade-em-recife/apresentacoes/experiencia-no-acolhimento-da-casa-de-direito-do-programa-pana-caritas-unicap.pdf>. Consulté le 27 mars 2022.

<sup>33</sup> RDE. Réseau Damas Educacional. La Casa da Migrante Irmã Adélia est inaugurée à Recife. Disponible à l'adresse suivante : <https://rededamas.com.br/noticias/casa-da-migrante-irma-adelia-e-inaugurada-norecife>.



L'initiative vise à aider les personnes et les familles originaires du Venezuela et ses actions sont développées en partenariat avec l'Institut des religieux de l'instruction chrétienne et le Service pastoral des migrants du Nord-Est (SPMNE) et avec le réseau Damas Educacional. Ils reçoivent également le soutien de la Conférence des religieux du Brésil (CRB), de l'Articulation des peuples et organisations indigènes du Nordeste, du Minas Gerais et de l'Espírito Santo et de Caritas Brasileira.<sup>34</sup>

Les actions développées consistent à accueillir les familles dans le refuge et à proposer des cours de portugais et des ateliers d'artisanat. Les enfants ont possibilité de suivre des cours de musique dispensés par des éducateurs du centre social Dom João Costa, qui fait partie du réseau Damas Educacional<sup>35</sup>

### **Actions supplémentaires de Caritas dans le processus d'accueil**

Outre la location de maisons pour les Vénézuéliens et les Waraos, effectuée par l'intermédiaire de Caritas et des autorités publiques, l'entité a également cherché à agir de différentes manières afin de promouvoir l'intégration de la population migrante. Il a été identifié la disponibilité d'une ligne téléphonique d'assistance psychosociale mise à la disposition des migrants et réfugiés vénézuéliens vivant dans la région métropolitaine de Recife, afin d'offrir un soutien dans le moment de vulnérabilité aggravé par la pandémie de COVID-19. La ligne offre une écoute qualifiée, une orientation vers les politiques publiques, un accueil des demandes, des conflits familiaux et des urgences.

Service Pastoral des Migrants (SPM) En plus de ces initiatives, le "Projet Taller" développé par la Pastorale des Migrants fait référence à un atelier d'artisanat dans la perspective de générer des revenus pour les familles. Les produits artisanaux produits peuvent être exposés dans deux foires artisanales, la Foire nationale des entreprises artisanales (Fenearte), promue par l'initiative publique de l'État, et la Foire artisanale de la salle classique (Fenahall).

---

<sup>34</sup> Ibid.

<sup>35</sup> RDE. Réseau Damas Educacional. La Casa da Migrante Irmã Adélia est inaugurée à Recife. Disponible à l'adresse suivante : <https://rededamas.com.br/noticias/casa-da-migrante-irma-adelia-e-inaugurada-no-recife>. Consulté le : 27/03/2022.



REDE SEM FRONTEIRAS

La SPM a également essayé d'organiser des cours de portugais pour la population Warao, mais en raison de difficultés financières pour assurer le déplacement des étudiants vers les salles de classe, le projet a dû être interrompu.

Autres initiatives rencontrées En ce qui concerne les actions ciblant les migrants non indigènes, une initiative de l'IHU a été cartographiée, qui vise à promouvoir l'esprit d'entreprise par le biais du "Projet Reconstruire" ciblant les migrants qui arrivent à Recife. Cependant, les migrants sont confrontés à des problèmes bureaucratiques qui les empêchent de formaliser leur statut juridique, comme l'impossibilité de devenir un micro-entrepreneur individuel (MEI) parce qu'ils ne possèdent pas de carte d'électeur brésilienne.

Outre les activités de Caritas, de l'IHU et de FADURPE, l'OAB-PE, par le biais de sa sous-commission sur les droits des réfugiés, a fait une proposition pour la création d'un timbre "Ami du migrant". La proposition est devenue un projet à l'Assemblée législative de Pernambuco (Alepe), avec l'institution du "Prix Ami du Migrant", pour ceux qui, dans l'Etat de Pernambuco, développent des activités d'accueil, de protection et de défense des droits des migrants, réfugiés et apatrides.

### **L'auto-organisation des communautés de différentes nationalités pour la visibilité et l'expression culturelle**

La pluralité culturelle partagée à Recife s'exprime par diverses fêtes, foires et festivals. Dans le quartier de Boa Vista, dans la région centrale de la ville, se trouve le Centre islamique où opère également l'Association des Sénégalais du Nordeste, fondée en 2015 et dirigée par Amadou Touré, arrivé au Brésil en 2001, grâce à une invitation de son frère qui était étudiant dans la capitale du Pernambouc.

Selon Amadou, l'association a des partenariats avec la communauté consulaire du Nord-Est, l'hôpital IMIP pour les soins de santé, Caritas, le bureau du défenseur public en ce qui concerne la régularisation des Sénégalais, les secrétariats d'État et municipal des droits de l'homme de Recife, ainsi que le secrétariat d'État à la culture, qui garantit la participation





REDE SEM FRONTEIRAS

à des foires telles que Fenearte. Des relations sont également entretenues avec d'autres groupes de migrants tels que les Angolais et les Vénézuéliens (bien que ces communautés ne soient pas aussi proches). Amadou, en plus d'être le président de l'Association des Sénégalais comme nous l'avons déjà mentionné, est également conseiller municipal pour les droits de l'homme et conseiller pour l'égalité raciale.

En ce qui concerne l'accueil par la population de Pernambuco, Amadou dit qu'il y a des préjugés, mais ils s'en fichent parce que c'est de l'ignorance". Lorsqu'ils sont arrivés dans la région, les commerçants les ont regardés avec méfiance, pensant qu'ils allaient voler les emplois et la clientèle des Brésiliens. Cependant, ils se sont peu à peu rendu compte que le commerce et la façon de travailler des Sénégalais sont différents. Les relations avec les commerçants de Recife, tant qu'ils ne se réfèrent pas aux mêmes produits, sont qualifiées de "tranquilles".

Toujours au sujet de l'intégration dans la population locale, il a été rapporté que, pour faciliter l'intégration dans la ville, de nombreux migrants ont choisi de changer de nom. Papa Saliou, par exemple, est devenu Pablo.

Nous savons que dans le cas de l'immigrant africain, outre le racisme, il y a aussi d'autres préjugés, comme l'idée qu'ils vont prendre les emplois vacants, ce qui n'est pas le cas. Nous avons déjà eu des cas de discrimination à l'UFPE, mais le NEAB (Núcleo de Estudos Afro-Brasileiros UFPE) est très actif et a considérablement réduit le problème du racisme. Altino Soares également pour Marco Zero.

L'interaction avec le quartier se traduit par l'organisation de fêtes musulmanes typiques telles que le Ramadan et la fête du sacrifice de l'agneau. Il n'est pas rare que des Brésiliens soient invités par eux à des événements qui ont lieu au centre islamique ou dans le quartier de Boa Vista.



Des festivités d'autres nationalités ont également lieu dans la capitale de Pernambuco. Chaque année se tient la Foire japonaise, qui a connu en 2019 sa 23e édition en célébrant les ères du Japon. Les rues du vieux Recife ont été décorées de bambous et de drapeaux colorés, une autre attraction pour les plus de 40 000 personnes attendues sur<sup>36</sup>. En raison du contexte de la pandémie, les éditions suivantes (24 et 25) ont été organisées virtuellement<sup>37</sup>.

Le Nouvel An chinois est également un événement annuel qui imprègne les rues et les bâtiments de Recife. Avec un calendrier luni-solaire, la culture chinoise prend en compte les phases de la lune et la position du soleil pour compter l'année. En outre, le cycle du zodiaque dure douze ans, ce qui est lié aux dix animaux qui ont été transformés en signes du zodiaque par Bouddha parce qu'ils étaient les seuls à répondre à son appel à la rencontre. Selon cette culture, l'année 2022 correspond à l'année du Tigre.

Le dernier festival a eu lieu les 30 et 31 janvier 2022, avec des spectacles au Marco Zero de la ville, un éclairage rouge au gymnase sportif Geraldo Magalhães (Geraldão) dans le quartier d'Imbiribeira, ainsi que des lumières représentant la Chine projetées sur les installations municipales<sup>38</sup>.

L'importance de la culture chinoise pour la municipalité est reconnue par Ana Paula Vilaça, chef du personnel du Centre de Recife, dans une publication sur la commémoration sur le site web de la municipalité, elle déclare que

La communauté chinoise est un acteur stratégique pour notre centre ville. Nous avons plus de 5 000 Chinois dans la zone du centre historique qui sont essentiels et qui

---

<sup>36</sup> CBNRECIFE. La 23e foire japonaise se déroule dans le vieux Recife ce dimanche. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cbnrecife.com/artigo/23-feira-japonesa-acontece-no-recife-antigo-nestedomingo>. Consulté le : 27/03/2022.

<sup>37</sup> ACJR. Association Association culturelle Association culturelle de Recife. Chaîne Youtube. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/channel/UCEMo3XpLmT3XFBZeQZyEqg>. Consulté le : 27/03/2022.

<sup>38</sup> RECIFEd. La célébration du Nouvel An chinois fait bouger Marco Zero et excite le public. 2022. Disponible sur dans : <https://www2.recife.pe.gov.br/noticias/31/01/2022/comemoracao-do-ano-novo-chines-movimenta-o-march-zero-et-empolga-publico>. Consulté le 27/03/2022.



travaillent, produisent, habitent et au centre. Ils sont très engagés dans le programme Recentro et dans les nouveaux projets de la mairie pour cette zone<sup>39</sup>

Chanuká, également connu sous le nom de festival des lumières, est également une tradition de longue date à Recife. D'origine juive, l'événement dure huit jours et tourne autour du miracle de l'huile, qui est représenté par un candélabre de fête avec huit arrangements de bougies qui sont allumés chaque jour pendant la fête. La tradition de ce festival est racontée par Jáder Tachlitsky, coordinateur des communications de la Fédération israélienne de Pernambuco (FIPE) dans une interview accordée au Diário de Pernambuco le 22/12/2019<sup>40</sup>, comme suit.

L'histoire raconte qu'il y avait une ménorah en or (chandelier juif avec sept bougies) à l'intérieur du temple, qui devait rester allumée à tout moment, et pour cela il fallait de l'huile. Ils y ont trouvé une quantité d'huile qui ne pouvait être maintenue allumée que pendant une journée. Et voilà le miracle. Cette huile a permis à la flamme de brûler pendant huit jours, jusqu'à ce qu'une nouvelle huile soit fabriquée. C'est pourquoi la fête de Hanoukka comporte huit bougies, chacune étant allumée un jour de fête.

Dans la même interview, Jáder Tachlitsky souligne l'importance de cette fête pour l'identité juive et la mémoire religieuse, comme il l'explique ci-dessous

La fête célèbre le droit d'avoir sa propre identité religieuse, de ne pas s'incliner devant ceux qui veulent vous imposer des choses. La fête rappelle la lutte des Juifs pour libérer la Judée des Séleucides.

---

<sup>39</sup> Ibid.



Un autre événement traditionnel organisé chaque année par le FIPE est le Festival de la culture juive, qui occupait les rues de Recife avant la pandémie. Avec COVID-19, la 29e édition, en 2020, s'est déroulée de manière virtuelle, avec une diffusion en direct sur la chaîne youtube de la Fédération juive de Pernambuco. Le centenaire de la naissance de l'écrivain Clarice Lispector, mécène de la littérature du Pernambouc, a inspiré le thème de cette édition "Clarice - de Recife au monde"<sup>40</sup>.

La culture arabe gagne en visibilité grâce au Festival sud-américain de la culture arabe (FSACA). Cet événement a également lieu chaque année dans plusieurs villes brésiliennes pour commémorer la journée de la communauté arabe au Brésil, célébrée le 25 mars et visant à promouvoir "le respect de la diversité culturelle et le rapprochement des personnes, par le biais d'activités telles que des expositions, des projections de films, des cercles de conversation et des contes"<sup>41</sup>.

La septième édition de la FSACA s'est tenue au Centre culturel Luiz Freire (CCLF), qui est une organisation non gouvernementale (ONG) fondée en 1972 en tant que résistance à la période de la dictature militaire et comme stratégie de redémocratisation. Sa lutte pour les droits de l'homme dure depuis 50 ans et son travail actuel est orienté vers "la défense et la promotion des droits à l'éducation, à la communication et à la culture" et "le renforcement des sujets des périphéries urbaines et des communautés traditionnelles, en particulier les Quilombos de l'État de Pernambouc, dans la lutte pour la réalisation des droits"<sup>42</sup>.

Enfin, les productions cinématographiques sont également un moyen d'expression de la culture africaine. Le Baobacine - Festival du cinéma africain de Recife a connu sa

---

<sup>40</sup> DP. Diário de Pernambuco. La communauté juive célèbre Hanoukka dans le vieux Recife. 2019. Disponible à l'adresse suivante <https://www.diariodepernambuco.com.br/noticia/vidaurbana/2019/12/comunidade-judaica-celebra-ch-anuka-no-recife-antigo.html>. Consulté le 27/03/2022.

<sup>41</sup> FOLHAPE. Folha de Pernambuco. Le festival juif honore le centenaire de l'écrivain Clarice Lispector. Cette année, l'événement aura pour thème "Clarice - de Recife au monde" et révélera l'univers de la patronne de la littérature de Pernambuco. 2020. Disponible à l'adresse suivante <https://www.folhape.com.br/cultura/festival-judaico-homenageia-o-centenario-da-escritora-clarice/165205/>. Consulté le 27/03/2022.

<sup>42</sup> FEPEC. Fédération des sociétés de cinéma de Pernambuco. Le CCLF accueille le VIIe Festival sud-américain de la culture arabe. Disponible sur à l'adresse suivante : <https://fepec.wordpress.com/2016/03/22/cclf-recebe-vii-festival-sul-americano-decultura-arabe/>. Consulté le : 27/03/2022.



deuxième édition en décembre 2021 et le thème était "Entre territoires et traversées cinématographiques", mêlant des films classiques et contemporains produits sur le continent africain, ainsi que par des Noirs hors du territoire. Le pays mis en avant était le Soudan pour sa représentation des récents processus politiques perturbateurs<sup>43</sup>.

### **5.3. Considérations pertinentes**

À Recife, il est possible d'observer les efforts déployés pour construire une politique migratoire locale structurée et institutionnalisée, en tenant compte des principes d'interculturalité, de transversalité et de protagonisme des migrants. L'interculturalité peut être perçue dans le mouvement des fêtes, foires et festivals qui se déroulent dans la capitale du Pernambouc tout au long de l'année, allant des traditions religieuses historiques, comme Chanuká, la foire japonaise et le nouvel an chinois, aux productions de résistance comme le cinéma africain et arabe. Elle est également encouragée lorsque des moyens sont articulés et offerts aux migrants pour participer aux foires artisanales, Fenearte et Fenahall, moments où il est possible d'obtenir une visibilité de l'art, de la culture et des coutumes de différents pays, comme le Brésil et le Venezuela.

La transversalité peut être vérifiée dans les actions intersectorielles et intersectorielles des départements municipaux, ainsi que dans l'implication de la société civile, pour réduire les défis auxquels sont confrontés les migrants qui arrivent à Recife. À cela s'ajoutent les actions entreprises pour l'insertion dans les services de santé, l'éducation et le respect de la population LGBTQIA+, représentées par la location d'un bâtiment spécifique pour ces personnes.

En ce qui concerne le protagonisme des migrants, il faut souligner les initiatives des associations de diverses nationalités migrantes qui organisent des foires, des festivals et des rencontres pour célébrer et manifester culturellement des pratiques religieuses ou des productions cinématographiques. Ces pratiques auto-organisées par les communautés

---

<sup>43</sup> CCFL. Centre culturel Luiz Freire. 2022. Disponible à l'adresse suivante : <http://cclf.org.br/>. Consulté le : 29/03/2022



REDE SEM FRONTEIRAS

migrantes occupent les espaces publics et permettent une plus grande visibilité de la pluralité culturelle qui cohabite à Recife.

Quant aux aspects liés à la durabilité, ils peuvent être atteints à mesure que progresse l'institutionnalisation d'une politique municipale, ce qui amènera la municipalité, la société civile et la population migrante à mener un débat politique visant à garantir les droits. En outre, il est impératif que les besoins fondamentaux des migrants soient garantis. Pour que le protagonisme des migrants soit efficace, il est nécessaire qu'ils disposent d'une autonomie sociale et financière et d'un accès au logement. Ainsi, il est entendu que la réglementation de la politique municipale pour les migrants, une étape souhaitée par le conseiller Ivan Moraes, contribuera à la réalisation et à la concrétisation de ces deux principes.

Enfin, le racisme et la xénophobie s'expriment dans les préjugés subis par la population migrante qui cherche des opportunités d'entrer sur le marché du travail formel. Ce thème peut faire l'objet de campagnes et d'actions conjointes entre le gouvernement local et la société civile afin que la citoyenneté universelle soit reconnue et respectée à Recife.

## **6. Analyse comparative des villes Solidarité**

Il est possible d'observer dans les trois villes étudiées des éléments sur l'importance d'une action collective et articulée entre le gouvernement local, la société civile et les associations de migrants dans la recherche d'un accueil plus humanitaire, guidé par l'accès universel aux droits et le respect de la pluralité et de l'interculturalité.

Bien que chaque ville ait fait face à des défis différents, nous pouvons affirmer l'existence de trois aspects convergents dans les territoires étudiés qui nous permettent d'entrevoir la probabilité réelle de consolidation des pratiques d'accueil avec des garanties de droits. Il est donc possible de comprendre que la présence d'un espace de concrétisation et d'expansion des expériences locales d'un modèle alternatif de politique migratoire



dépend de la multiplication et de la consolidation de ces initiatives, permettant ainsi une performance de réseau capillaire dans divers pays et continents.

Le premier de ces aspects est l'importance de l'action intégrée entre les organisations de la société civile qui défendent le droit à la migration, les associations de migrants qui luttent pour la garantie et la pratique de leurs droits, et le gouvernement local qui cherche à institutionnaliser les pratiques d'accueil et d'insertion de la population internationale dans leur espace urbain. Cette intégration est plus évidente dans les villes de Cuiabá et de Recife, qui, même si elles ont reçu des mouvements migratoires dans le passé, ont dû se structurer pour accueillir et offrir des conditions décentes à la population migrante vénézuélienne.

Dans ces deux villes brésiliennes, des comités intersectoriels et intersectoriels ont été institués, avec des représentants de divers secrétariats municipaux et de différentes organisations de la société civile et associations de migrants, pour diriger les actions et les décisions sur la question de la migration. À Recife, en particulier, l'institutionnalisation de la loi municipale donnant les lignes directrices d'une politique municipale en matière de migration a été menée avec le soutien de COMIGRAR/PE, de même que la définition et la répartition des responsabilités en matière d'accueil de la population migrante, Caritas jouant un rôle de premier plan dans ce processus. À Cuiabá, le groupe de travail sur les politiques en faveur des migrants, formé par un mandat collectif avec la participation des associations de migrants, a présenté un projet de loi qui a conduit à l'institutionnalisation de la semaine des migrants. Actuellement, ce même groupe de travail est en train d'articuler dans la Chambre locale l'approbation du texte de base pour la constitution du CMI.

Un autre aspect convergent identifié est lié à la nécessité de disposer de lignes directrices structurantes et durables qui garantissent l'accès aux droits. - non seulement le droit à la santé, à l'éducation et à l'assistance sociale - mais aussi à l'insertion professionnelle et au maintien et à l'autonomie de vie.

Recife met en évidence cette nécessité, lorsque les actions se déroulent dans l'urgence et l'assistance, ce qui s'est également produit à Cuiabá. Cette pratique d'assistance a été remise en question par la population migrante internationale, qui a exigé d'être



équipée et insérée sur le marché du travail. Il convient également de souligner l'importance de la société civile dans l'offre de cours de formation professionnelle et de cours de langue locale pour qualifier les migrants pour le travail. Cependant, même avec cette qualification, d'autres obstacles sont apparus, tels que le manque de documentation pour se conformer aux questions bureaucratiques de l'enregistrement du registre national des entités juridiques.

Dans ce contexte, en plus d'avoir une loi sanctionnée, les agents publics doivent être préparés à recevoir, comprendre et respecter les diversités culturelles qui se manifestent dans les différentes nationalités. Dans ce sens, à San Fernando del Valle de Catamarca mérite de souligner le processus de formation des agents publics basé sur le Manual para el Orientador en Temas Migrantes, qui a été conçu pour instrumentaliser la prise en charge des migrants dans les départements publics fédéraux et municipaux.

Le troisième et dernier aspect réside dans la stratégie de visibilité à travers des manifestations culturelles et gastronomiques comme outil de rapprochement, d'intégration et de minimisation des croyances et discours nationalistes. Dans les trois villes, des foires et des festivals ont été organisés, certains basés sur des événements historiques et religieux, et ont rassemblé des centaines et des milliers de personnes pour faire la fête ensemble, comme la célébration du nouvel an chinois et la fête des lumières - Chanuká, à Recife ou la semaine des migrants, à Cuiabá, et la foire des collectivités, à San Fernando Del Valle de Catamarca.

Une autre forme de visibilité utilisée sont les festivals de films qui rapprochent le public local des films produits sur d'autres continents, permettant ainsi d'accéder à d'autres manières de comprendre et de représenter le monde et la vie quotidienne. Cette pratique a été remarquée à Recife, qui accueille des festivals de films africains et arabes.

Ces trois aspects démontrent qu'il est possible de produire une nouvelle façon de vivre dans la ville, basée sur une action intégrée et collective visant à construire un monde plus humain, diversifié, inclusif et sans frontières, fondé sur la justice sociale, le respect et le libre accès aux territoires.





REDE SEM FRONTEIRAS

Ce monde qui représente les intérêts collectifs est possible grâce au renforcement des pratiques locales et à la mise en place d'un réseau intercontinental qui encourage les autres villes d'accueil à reproduire les initiatives d'action conjointe et équilibrée entre la société civile, les communautés de migrants et les gouvernements locaux. Tout comme il est possible de faire la révolution interculturelle à travers un réseau d'accueil intercontinental guidé par une nouvelle politique de gouvernance locale des migrations qui (re)signifie des espaces d'inclusion et d'autonomie de la 83 population migrante.

## 7. Considérations finales

L'idée d'un réseau intercontinental accueillant se structure à partir de l'approfondissement et du partage d'initiatives locales réparties sur les différents continents.

Les pratiques condensées dans cette étude montrent que certaines étapes communes ont été franchies pour l'inclusion et l'insertion de la population migrante dans le territoire, qui circonscrivent l'importance de l'action collective des différents acteurs pour institutionnaliser et conquérir des espaces.

Le défi à venir est toutefois lié à la question de savoir comment aller au-delà des échanges de bonnes pratiques d'apprentissage pour aboutir à des engagements concrets de solidarité entre différents territoires. Un pas vers la capillarisation intercontinentale et le renforcement des actions structurantes et des alliances qui imprègnent les principes d'interculturalité, de transversalité, de durabilité et de protagonisme des migrants.

Comment passer du discours de l'acquis à l'action commune avec des initiatives entre territoires ? Comment étendre l'action au-delà des divisions et des frontières géopolitiques et administratives ?

Comment faire face aux préjugés, au racisme et à la xénophobie envers les migrants ? Comment promouvoir et garantir une pleine insertion sociale, culturelle et économique ? Ce sont des questions qui pourraient être développées dans le cadre d'actions conjointes impliquant une diversité d'acteurs.



REDE SEM FRONTEIRAS

Une première étape peut être obtenue en programmant des réunions périodiques entre les villes pour une analyse et une planification conjointes, en listant les confrontations, les possibilités et les alternatives d'action, en partageant les difficultés afin de trouver des solutions collectives.

L'extension de l'étude à d'autres expériences est également une étape possible. L'approfondissement de la réalité et sa comparaison avec l'histoire de l'action de ces trois villes peuvent aboutir à un diagnostic plus détaillé avec l'identification de nouveaux points de convergence et de similitudes d'initiatives.

En résumé, il est entendu que la construction d'un agenda commun de réunions périodiques et l'élargissement de l'étude contribueront à réduire l'écart entre le monde dans lequel nous vivons et celui que nous voulons construire, un monde plus juste et plus humanitaire. Le dialogue avec les organes interinstitutionnels, la promotion de l'inclusion dans les réseaux, les forums urbains et les espaces d'échange tels que l'Alliance des migrations ne sont pas seulement un défi, mais aussi une invitation et un engagement basés sur cette expérience.